

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du Parti Socialiste Unifié

1F 50



JEUDI 9 JANVIER 1969 — N° 394

**La victoire
du Front National
de Libération**



SOMMAIRE

• Editorial

3. La colère d'Edgar Faure
Robert Chapuis

• Politique intérieure

4. La S.F.I.O. est morte. Vive la S.F.I.O.
L. Saintonge
Naissance de « Politique »
Gilbert Hercet

• Luttes ouvrières

6. Radiographie de la C.G.T.
André Barjonet
7. Quel Front Commun ?
Jacques Ferlus

• Luttes étudiantes

8. L'U.N.E.F. prête au combat
Jacqueline Giraud

• Notre société

9. L'enjeu du tourisme
Hélène Cemy

• Economie

- 10-11. Le V^e Plan était porteur de la crise
Jacques Malterre

• Vie militante

- La formation, signe de santé
Philippe Guyot

• Luttes internationales

5. Moyen-Orient : Pas de solution pour l'impérialisme
Manuel Bridier
14-15. Thien et Ky doivent quitter Saïgon
Charles Tadel
16. Brésil : la cinquième étape
Claude Rendel

• Vie culturelle

- Henri Lefebvre : Changer la vie
Jacqueline Giraud
Roger Garaudy : Quel socialisme ?
Maurice Combes
Tribune, organise une semaine de cinéma
J.-L. Pouillaude - J.-P. Fargier
Barrault par lui-même
Interview de B. Sizaire

• L'événement

- P.S.I.U.P. : Un congrès de clarification
Abraham Béhar

Pourquoi un nouveau Tribune

Christian Guerche

Il a semblé à l'équipe de T.S. que la meilleure manière de vous présenter nos vœux, était de réaliser une profonde transformation de notre journal, à la mesure de la confiance que nombre d'entre vous nous accordent depuis sa parution, et que beaucoup d'autres, viennent de nous manifester tous ces derniers mois.

«Tribune Socialiste» prend un nouveau départ qui est aussi un pari.

Il nous est apparu, compte tenu de nombre de vos remarques, (les lettres que nous recevons, sont croyez-le soigneusement dépouillées, même si elles n'appellent pas toujours réponse) qu'il était nécessaire de compléter bien des rubriques, d'en parfaire d'autres, de varier la présentation, et de faire de T.S. un outil plus apte à répondre à vos préoccupations, et aux nécessités du combat que nous avons engagé et que nous menons en commun.

Il fallait donc remettre en question, nos méthodes de travail, le contenu des rubriques, la présentation des articles : en un mot la formule du journal.

Cela a fait l'objet de nombreuses discussions — souvent passionnées — dans l'équipe du journal. L'objet également d'un débat au Comité Politique National du P.S.U. Cela constituera l'essentiel des travaux de la *Conférence Nationale Presse*, qui se tiendra à Paris les 1 et 2 février 1969.

En vous présentant dès aujourd'hui, la nouvelle formule de T.S. nous entendons favoriser les discussions en cours. Il est dans l'ordre des choses, que nos lecteurs, et particulièrement les militants du P.S.U. nous fassent part de leurs critiques (même si elles sont véhémentes) et de leurs suggestions (même si elles ne tiennent pas compte toujours du contexte matériel qui est le nôtre). Encore faut-il que ces

discussions se déroulent sur un plan concret.

La formule que nous vous présentons aujourd'hui est ouverte et perfectible. Elle est la première ébauche du journal de réflexion et de combat, que T.S. doit devenir avec l'aide de vous tous. Elle signifie la volonté de l'équipe du journal et du P.S.U., de se donner les moyens et les armes nécessaires, pour construire le nouveau courant socialiste dont les éléments tout comme la nécessité sont apparus de manière éclatante en mai dernier.

Cela veut donc dire que le pari que nous engageons doit être gagné.

Pour y arriver, la rédaction et l'administration du journal ont décidé d'augmenter le nombre de pages, d'assurer de manière plus complète un certain nombre de rubriques, d'élargir l'équipe à de nouveaux collaborateurs membres du P.S.U. ou non, d'illustrer le propos politique qui est le nôtre, de manière beaucoup plus concrète que par le passé au travers d'enquêtes, reportages, polémiques, dossiers, interviews, etc.

Nous ne serons étrangers à aucune des batailles qui se déroulent sur le plan politique, économique et social en France et à travers le monde. Les ouvriers, les étudiants, les paysans, les salariés de manière générale, doivent trouver dans notre journal, l'écho de leurs préoccupations essentielles, en même temps que les solutions pour résoudre les problèmes que pose l'instauration du socialisme en France.

Ce propos comme on le voit est ambitieux. Il ne sera tenu que si sont engagées et gagnées en même temps les batailles pour la diffusion du journal, et pour son équilibre financier.

Depuis quelques mois, la diffusion de Tribune Socialiste a considérablement pro-

gressé, comme en témoigne le tirage dont nous publions le chiffre toutes les semaines. Cela est dû d'une part à une diffusion militante plus active, qui nous ferait franchir des seuils décisifs, si elle devenait l'affaire du Parti tout entier, cela est dû également à une progression de nos abonnements et de la vente en kiosque.

Nous pensons que la nouvelle formule doit favoriser considérablement la vente militante, et répond à bien des vœux de nos « vendeurs » hebdomadaires, qui souhaitaient un journal plus combatif et plus accrocheur.

La vente en kiosque va être entièrement restructurée l'objectif étant de mettre T.S. en vente dans tous les kiosques, dans les trois mois.

Les abonnements enfin, doivent considérablement progresser, si le mot d'ordre du Bureau National, « à chaque militant son abonné » est mis en application. C'est là une tâche décisive pour tous nos militants, en ce premier trimestre 1969. Pour faciliter cette campagne nous avons décidé de maintenir jusqu'au 31 mars, nos abonnements à leur ancien taux (35 F l'an et 18 F les six mois). Cela fait donc une réduction de 45 % sur le prix au numéro.

Mais l'équilibre financier du journal, compte tenu des investissements effectués, pour faire paraître le nouveau TS, exige que l'on réalise de nouvelles recettes, notamment en matière de publicité. Jusqu'ici celle-ci était dérisoire dans notre journal. Or les quelques expériences faites, prouvent que T.S. est un excellent support pour certains annonceurs.

Nous nous sommes donc mis au travail, et pensons que 1969, verra couronner nos efforts de succès. *Etant entendu que la publicité qui paraît dans T.S., pour quelque produit, quelque ouvrage, ou quelque firme que ce soit, n'engage en quelque manière que ce soit notre journal. Ce qui veut dire qu'elle ne sera jamais de type rédactionnel.*

Tels sont nos projets en ce début d'année. Nous attendons de vous tous amis lecteurs, des réactions et des critiques.

C'est en commun que nous ferons de T.S. le journal du nouveau courant socialiste.

Tribune Socialiste
Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Christian Guerche

Rédacteur en Chef
Eric Bergaire

Comité de Rédaction

Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Michèle Descollonges, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Gilbert Hercet, Michel Johan, Alain Malory, Claude Rendel, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire, Dominique Yvoire.

Maquette
Claude Picart

Publicité
Jean-Claude Gillet

Directeur de la
Publication
Guy Degorce

Rédaction :
81, Rue Mademoiselle
Paris (15^e). Tél. 306-22-60

Administration et
Publicité :
54, Bd Garibaldi,
Paris (15^e)
Tél. : SUF. 19-20.

Le présent numéro est
tiré à 24 700 exemplaires.

Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien, à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration

S.A.I.E.M., 61, rue du Faubourg-
Poissonnière, Paris-9^e.

Envoyez-nous

vos suggestions

et critiques

La colère de M. Edgar Faure

Robert Chapuis

M. Edgar Faure a eu finalement une bonne note, comme le lui a dit M. Couve de Murville. Le sujet était difficile : prouver à des forces contradictoires — celles du mouvement et celles de la réaction — qu'elles peuvent trouver à s'accomplir dans la même loi et la même politique. La dissertation fut brillante, grâce aux vertus de l'explication de texte : on réussissait à démontrer que les C.D.R., si l'on n'y prenait garde et si l'on ne soutenait pas M. Edgar Faure, allaient mener la France au fascisme. La preuve : ils demandaient le remplacement du ministre de l'Éducation Nationale. D'autres en avaient fait la découverte depuis longtemps : à Arras, à Caen, à Rouen, à Nantes et dans bien d'autres lieux où les C.D.R. reconstituaient, sous les formes de la résistance, les bases d'une « milice » chargée de défendre l'État français. Mais il n'est jamais trop tard pour apprendre, et il est bon que le ministre de l'Éducation ait compris l'importance de la méthode active.

Malheureusement, le même ministre reste fidèle aux traditions en s'ingéniant à tout oublier aussitôt qu'apparis : « l'incident est clos », la France ne sera pas fasciste, Couve l'a juré.

S'agit-il donc d'une mascarade ? On pourrait le penser devant l'événement : la fin de l'année 1968 avait été consacrée à finir l'année universitaire précédente (examens, affectations, nominations, etc.). Il y avait eu ainsi en novembre-décembre une fausse rentrée : des professeurs incertains de leur nomination donnant des cours indéterminés dans la perspective d'épreuves indéfinies et dans des structures destinées à changer après le 31 décembre... Une seule réalité était certaine : la présence des étudiants.

En mai une solution fort simple avait été proposée : que les maîtres et les étudiants décidés au changement le préparent dans le cadre des structures qu'ils avaient eux-mêmes mis en place au moment où s'écroulait l'Université traditionnelle.

En septembre, M. Edgar Faure a voulu briser l'opposition politique de ces maîtres et de ces étudiants en leur proposant des structures officielles : par tactique ou sous l'effet de la pression de l'U.D.R., ces structures se virent dotées de systèmes de freinage internes et externes dont l'effet pouvait se démultiplier : le quorum, l'importance donnée aux professeurs titulaires, le rôle des recteurs, le contrôle du ministre, etc. Il fallut également donner quelques compensations aux forces technocratiques qui avaient mis en œuvre le plan Fouchet et en avaient vu l'écroulement (refus de la sélection à l'entrée, limites de la spécialisation, émiettement des institutions universitaires, limitation des IVT et des branches vouées à la recherche, etc.) : on ouvrit l'université au patronat et à des sources de financement non publiques, on promit de développer le rôle sélectif de l'enseignement secondaire, notamment par le baccalauréat.

Les freinages produisirent leur effet : l'Université resta immobile et le changement ne devint plus qu'une promesse. La contestation politique ou universitaire ne cessait pas pour autant et l'on vit à nouveau se manifester le mouvement des étudiants et des enseignants progressistes sur ses propres bases et avec ses propres objectifs : en médecine, en architecture, à Nanterre et dans bien d'autres facultés.

On comprend que, dans une telle situation, le ministre ait dû faire preuve d'imagination : le

communiqué du C.D.R. de Dijon vint à point nommé. Dans « le Monde » où peu de temps auparavant un éditorialiste avait semé l'inquiétude sur le risque fasciste, Edgar Faure — après avoir trempé sa plume dans l'encre républicaine — dénonçait les commandos activistes, soulignait que la réforme — que d'aucuns voyaient comme l'obstacle mis à la révolution rouge — était en réalité la pointe avancée de la lutte contre « la réaction obtuse et peut-être fascisante ». Que les diables rouges acceptent de s'enterrer pour laisser l'ange exterminer les diables blancs... Et, le 6 janvier, les micros et les caméras se braquaient sur les lycées et les facultés : quelle allait être la réponse ? Lycéens et étudiants allaient-ils à nouveau se révolter ou accepteraient-ils de se taire ?... Tous les souffles étaient suspendus. Le 6 au soir : la victoire était acquise. En ne se manifestant pas, les lycéens et les étudiants ne se rangeaient-ils pas derrière le ministre.

L'incident était clos : la loi Edgar Faure était relancée et son auteur savait que son avenir serait de toute façon assuré chez M. Bleustein-Blanchet.

Mais ne s'agit-il que d'une mascarade ? Si nous laissons de côté le petit théâtre de M. Edgar Faure, il reste que le communiqué de Dijon a bien été écrit et qu'il ne s'agit pas d'un phénomène isolé. Le début de ce communiqué manifeste un curieux défaut d'information : il s'épouvanait de la réforme universitaire, « six mois après sa mise en route ». Si l'on compte bien, nous ne sommes pas loin du 30 juin. On s'aperçoit alors que le C.D.R. de Dijon ne fait que refléter ici l'état d'esprit d'une partie importante des élus gaullistes — et aussi de leurs électeurs, qui s'estiment frustrés de leur victoire. Pour eux aussi, « dix ans, ça suffit ». La personnalité du général était utile dans la période de faiblesse, pour l'instauration d'un État plus fort, une fois que l'opposition parlementaire s'est écroulée, que les moyens de l'État se sont affirmés et que la base sociale de cet État s'est précisée, cette même personnalité commence à peser. Beaucoup estiment que jamais les conditions ne seront meilleures pour assurer, dans l'ordre et la légalité, la succession du général à leur profit. M. Pompidou a eu le tort, dit-on, de le penser un peu trop tôt, mais cette « franchise » lui vaut, par ailleurs bien des sympathies : il a en outre l'avantage d'avoir longtemps travaillé aux côtés du général, et d'en connaître fort bien la psychologie. Il sait que de Gaulle ne laissera pas à d'autre qu'à lui-même le soin d'assurer sa succession, et que sa seule ambition est désormais d'assurer la pérennité du régime ; il ne peut pas se fonder pour cela sur le « hasard » des consultations « présidentielles » : pour 1972, le problème ne sera pas de trouver un bon candidat « gaulliste », le problème sera d'instaurer avant cette date un nouveau pouvoir,

C'est dans cette visée stratégique qu'il faut situer le rôle des C.D.R. Mais il en est bien d'autres manifestations : le freinage des réformes, le risque calculé de laisser se développer des situations de crise (crise universitaire, crise monétaire, et bientôt : crise sociale, avec la hausse des prix et les difficultés de l'emploi, l'intégration des républicains indépendants et de leurs appuis, grâce à M. Marcellin, dans cette nouvelle avancée en pays déjà conquis, le rapprochement avec les États-Unis de M. Nixon, etc. A la tactique « le gaullisme ou le communisme » va

succéder ainsi un nouveau mot d'ordre : « la Révolution ou un nouveau pouvoir », c'est-à-dire — bien entendu —, « un pouvoir fort ».

Mais que dit l'oracle ? De Gaulle est-il consentant ? Peut-il admettre de voir son régime renforcer la coupure sociale et lier l'État au pouvoir des nantis et de ceux qui aspirent à le devenir ? Il a déjà suffisamment admis depuis dix ans pour qu'on ne s'étonne pas de le voir donner des gages à cette orientation, qu'il s'agisse de l'ordre à maintenir, du rapprochement avec les États-Unis ou de l'abandon de certaines réformes. Mais il est vrai que de Gaulle aime à se fonder sur le mythe de l'unité du peuple français. Il ne peut s'enfermer dans la stratégie « majoritaire » des C.D.R. Il lui faut donc maintenir, à l'intérieur du gaullisme, un conflit permanent entre les libéraux et les partisans de l'autorité.

M. Edgar Faure a accepté bien volontiers de servir de tête de file aux premiers : il se situe ainsi favorablement sur un échiquier politique où l'hypothèse centriste n'est pas totalement exclue. Il est possible que les forces sociales qui appuient le gaullisme éprouvent quelque réserve devant une autorité que certains relents fascistes pourraient rendre précaire ou excessive. Le ministre de l'Éducation Nationale s'est mis, lui aussi, en réserve de la République, mais à l'intérieur du gouvernement pour pouvoir plus facilement faire la liaison entre certains gaullistes et « les républicains de progrès ». On ne voit donc guère Edgar Faure démissionner d'un gouvernement Couve de Murville...

Peut-on croire sérieusement que ces jeux tactiques suffisent à protéger la démocratie ? Face au mouvement de mai, le régime ne peut échapper à sa propre logique : s'identifier à la défense de l'État contre la masse des travailleurs ou contribuer à sa propre mise en cause en acceptant des réformes fondamentales. Il en est de même pour l'Université que pour les autres domaines : ou bien le Ministre acceptera une transformation profonde des rapports entre l'enseignement et la société en permettant à l'Université de jouer un rôle positif dans les transformations de la société, ou bien il sera conduit à passer sur les fourches caudines des tenants de l'université traditionnelle.

L'expérience a suffisamment prouvé qu'en face de la menace fasciste, le compromis ne servait qu'à retarder les échéances. Le fascisme est le cancer de nos sociétés modernes, pour le guérir, il n'est qu'une solution : la démocratie socialiste. Mais l'image fasciste s'est identifiée avec des formes militaristes et dictatoriales qui risquent de tromper l'opinion. Dans les temps qui viennent c'est moins un Hitler ou un Papagos français que nous devons craindre, c'est bien plutôt une nouvelle mouture de Monsieur Thiers, qui saura imposer l'ordre moral avec le visage de la bonne conscience. M. Edgar Faure n'évoque peut-être d'autres faces, « bouffies d'arrogance et de menace », que pour cacher ce visage.

Mais il ne pourra indéfiniment jouer cette comédie : il devra lui aussi choisir. S'il accepte désormais de se taire, c'est qu'il a déjà choisi.

Allons, M. Edgar Faure, soyez logique : si vous êtes sincère, vous devez aller jusqu'au bout de votre fureur et tirer les conséquences des choix de l'U.D.R., mais si vous n'êtes pas sincère, ne soyez pas surpris que les étudiants et les enseignants ne fassent pas plus confiance à vos actes et à vos faits qu'à votre personne.

La SFIO est morte vive la SFIO

Lucien Saintonge

Ce fut un triste, bien triste congrès dans une morne, bien morne atmosphère. Le Congrès national extraordinaire de la S.F.I.O. tenait ses assises à Puteaux du 20 au 22 décembre dernier. Au programme, comme d'habitude : la création du nouveau parti de la gauche socialiste. Bien sûr, personne n'y croit vraiment plus, à commencer par les congressistes eux-mêmes. Alors on discute, on bavarde, on écoute un peu Guille et Mollet. On fait un effort pour écouter aussi le début des discours des autres, mais ils disent la même chose qu'en 1965, 66, 67... Alors on sort de la salle, on va boire un verre, on achète un porte-clés à la gloire de ... Jaurès, et puis, morose, on rejoint son siège pour lire son journal. Bref, le bel enthousiasme est bien mort.

Sur le fond des problèmes agités à la tribune, je n'ai pas grand chose à ajouter à ce que j'avais écrit il y a quelques semaines à l'issue du Conseil national S.F.I.O. C'est toujours la même mystification sur la doctrine et sur le renouvellement annoncé des structures, des méthodes et des hommes.

Il faut cependant avoir entendu Guy Mollet distinguer doctement la

déclaration de principes : « *c'est l'idéal* », le programme fondamental, « *c'est-à-dire la stratégie* » et le programme de législature et éventuellement de gouvernement, « *c'est-à-dire la tactique* », et affirmer que « *la S.F.I.O. n'arrivera pas les mains vides* » au sein du nouveau parti. Certes... Elle aura même les mains suffisamment pleines pour que les Conventionnels eux-mêmes hésitent à lui offrir les leurs à serrer...

Il faut avoir entendu Boulloche, qui tenait cette fois-ci le rôle du social-traître — Chandernagor n'était pas très en forme. Le distingué Boulloche affirmait, il est vrai, dans l'indifférence générale, qu'il convenait de « *se méfier du romantisme qui veut supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme et les classes sociales. En effet, l'exploitation de l'homme par l'homme est aussi vieille que l'humanité, et les classes sociales ne sont pas le produit du seul capitalisme* »...

Il faut avoir regardé le touchant Georges Guille défendre une fois encore avec une conviction méridionale, nostalgique et rocailleuse la vieille maison menacée par les barbares.

Il faut surtout, une fois de plus,

avoir admiré le talent au ras du congrès du prodigieux Guy Mollet. Mollet faisant ce qu'il n'appellerait pas son autocritique : « *Oui si en 1956 j'avais eu 20 ans, je n'aurais sans doute pas été d'accord avec un certain Guy Mollet* ». Mollet malicieux s'empressant d'ajouter : « *Je vois de plus en plus mes co-responsables d'alors battre leur coulepe sur ma poitrine* ». Mollet ému : « *Le parti c'est une famille, mais que librement vous avez choisie* ». Mollet pathétique évoquant ces vieux militants autrefois exclus ou démissionnaires de la S.F.I.O. l'appelant pour lui dire : « *Guy, je ne veux pas mourir sans ma carte du parti* ». Et puis Mollet raisonnable, s'adressant à Guille : « *Mais un parti, ce n'est qu'un instrument; la cause que nous servons, c'est le socialisme* ». Pourquoi fallait-il que me revienne en mémoire ces vers de Musset : « *une mâle gaîté, si triste et si profonde que lorsqu'on vient d'en rire on devrait en pleurer* ».

Pourquoi? Sans doute parce que c'est, malgré tout, du socialisme qu'il s'agit. Qu'importe alors l'ambition renouvelée d'un Alain Savary, qui recommence à croire à ses chances, qu'importe la montée d'un Pierre Mauroy, ou le ressentiment des congressistes S.F.I.O. envers un Charles Hernu ?

« *Dépêchez-vous, camarades* », demandait il y a quelques mois un éditorial de T.S. aux fédérés. Ils ont fait ce qu'ils ont pu; ils ne pouvaient pas faire mieux. Ce qui reste à souhaiter aujourd'hui? Que la social-démocratie, qui n'en finit pas de mourir se dépêche de ne plus ressusciter. Il est peu probable d'ailleurs que ce souhait se réalise dans un proche avenir, étant donné les « *pesanteurs sociologiques* ». On peut tout au moins émettre le vœu que ceux qui, par erreur, se sont fourvoyés avec elle, veuillent bien reconnaître leur erreur et chercher une autre voie... □



La naissance de "Politique"

Gilbert Hercet

En septembre dernier, *Démocratie Nouvelle*, revue du Parti Communiste Français, devait publier un numéro spécial consacré à la Tchécoslovaquie, dans l'ensemble très favorable aux avis de MM. Dubcek et Smrkovsky, la direction du PCF réagit et la revue dut annoncer qu'elle cessait sa parution... pour des raisons financières.

Depuis lors, une bonne partie du comité de rédaction de *Démocratie Nouvelle*, sous la direction de Paul Noirot, mais sans les vieux « *ténors* » Duclos et Villon, s'est lancée dans une expérience autrement passionnante. De quoi s'agit-il? Tout simplement de faire paraître une nouvelle revue — sans l'argent du parti — qui ne soit plus une revue communiste, mais une revue faite par des communistes en collaboration réelle avec des non-communistes dès l'instant que ces derniers adhèrent à des conceptions socialistes. Le nom de cette revue : *Politique*.

Avec ou contre le parti ?

En militants responsables, les animateurs de la revue prirent, avant d'annoncer son lancement, des contacts avec des dirigeants importants du PC, qui les assurèrent que le Parti, sans encourager ouvertement leur tentative, ne s'y opposait nullement. Les assurances données par un Roland Leroy achevèrent semble-t-il de les persuader que l'expérience était possible. C'était sans compter sur les forces traditionnelles de frein et de résistance du parti...

La brochure annonçant la parution prochaine de *Politique*, publiée il y a quelques semaines, continuait cependant à mettre des atouts nouveaux dans les mains de Paul Noirot et de ses amis, dans la mesure où un grand nombre d'intellectuels communistes connus figuraient parmi les signataires de l'appel en faveur de la nouvelle publication.

Mais deux autres éléments retinrent également l'attention des lecteurs de cette brochure : le sommaire annoncé du numéro 1 de *Politique* reprenait entre autre, certains des articles sur la Tchécoslovaquie prévus pour la défunte *Démocratie Nouvelle*; par ailleurs, l'éditorial manifestait une indépendance d'esprit et une volonté de recherche et d'ouverture peu communes. N'allait-il pas jusqu'à affirmer par exemple que chaque membre du comité de rédaction prenait l'engagement que la revue serait totalement indépendante « *de tout parti politique et de tout mouvement en tant que tel* » !

Alors, ceux que la création de *Politique* indisposait depuis le début relevèrent la tête. Et ceux qui au début avaient donné le feu orange oublièrent étrangement l'avoir jamais fait... La réunion du Bureau politique du PCF, le 19 décembre, fut presque exclusivement réservée à l'examen des problèmes posés par *Politique*. Personne semble-t-il n'osa prendre la défense des enfants terribles. Et, dès le 21 décembre, Jacques Chambaz faisait dans *l'Humanité* le procès de la nouvelle revue. Et sur quel ton ! Contestant que des communistes puissent écrire où que ce soit en étant indépendants du parti communiste, J. Chambaz est convaincu

que « *quand des communistes, intellectuels ou non, participent à des débats et à des dialogues, ils y participent comme communistes* ». Plus encore, Chambaz affirme sans aucune espèce d'essai de démonstration que l'éditorial de la brochure de *Politique* « *conteste en fait le rôle dirigeant de la classe ouvrière* » ; l'historien Chambaz en vient même à oublier tout souci de précision et de rigueur méthodologique, et écrit que cet éditorial « *invite des intellectuels à faire la théorie de ce que certains appellent aujourd'hui « le nouveau bloc historique » fondé sur une conception du « travailleur collectif » qui n'a jamais été ni celle de Marx, ni sans doute [sic] celle de Gramsci.* »

On voit la vigueur de l'attaque : *Politique* serait purement et simplement une opération niant le rôle dirigeant de la classe ouvrière et de son parti... Il semble que cette attaque vigoureuse ait surtout été destinée à dissuader la plupart des communistes connus, dont les noms avaient été avancés, de participer à la nouvelle revue. Peine presque perdue : bien sûr deux ou trois vont disparaître. Bien sûr, selon son habitude, Roger Garaudy s'est rétracté et affirme n'avoir jamais promis d'article à *Politique*. (Cela au reste semble vrai : il aurait seu-

lement autorisé la reproduction dans **Politique** d'un article déjà publié par ailleurs... Nuance !). Mais dans l'ensemble toute la rédaction de la revue est restée solide, ainsi que les soutiens dont elle disposait.

Nous sommes tous concernés

Dans ces conditions, **Politique**, avec un grand nombre d'articles forts intéressants, a pu paraître ces jours-ci. Il faudra suivre pas à pas son évolution. La question qu'elle nous pose est en effet fondamentale : c'est celle de savoir s'il est ou non possible d'avoir aujourd'hui avec les communistes — après mai, après la Tchécoslovaquie — des relations, et de quelle nature elles seront. « C'est celle de savoir aussi dans quelle mesure, après le premier coup de semonce, le Parti Communiste peut tolérer une telle expérience : celle-ci est-elle définitivement condamnée à rester très marginale, ou bien faut-il accorder quelque crédit à l'optimisme de certains militants communistes, pour qui le fait que l'attaque de Jacques Chambaz n'ait pas été suivie de la mention « **membre du comité central** » est significatif et permet un espoir pour la suite ?

L'importance de ces questions — dont les réponses décideront de la survie de la nouvelle revue — n'échappe pas aux lecteurs de T.S., dont beaucoup seront des lecteurs attentifs de **Politique**. □

BULLETIN D'ADHESION AU P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U. :

81, RUE MADEMOISELLE,
PARIS-15^e

Envoyez-nous
vos suggestions
et critiques

Moyen-Orient

Pas de solution pour l'impérialisme

Manuel Bridier

Après Athènes, après Beyrouth, voici de nouveau le Moyen-Orient à la première page des journaux. Il n'en était, à vrai dire, jamais sorti et les événements de ces derniers jours, pour spectaculaires qu'ils soient, ne font qu'aggraver une situation latente. Nous ne pensons pas, quant à nous, qu'il soit nécessaire de rappeler à tout moment des jugements de principe quand les données fondamentales n'ont pas changé. Nous pensons encore moins qu'il faille à tout prix intervenir dans les affaires où l'on ne peut rien, au risque de les compliquer. Si le Bureau National du P.S.U. m'a cependant demandé, en tant que responsable de sa commission du Moyen-Orient, de préciser une fois de plus notre position, c'est qu'elle comporte pour nous un engagement pratique dans deux domaines précis : l'appréciation de la politique gaulliste et nos rapports avec des camarades de la gauche socialiste, à la fois en Israël et dans les pays arabes.

De Gaulle : un impérialisme au rabais

Précisons d'abord, pour éviter tout malentendu, que nous condamnons aussi fermement que le général de Gaulle lui-même l'opération des forces régulières d'Israël contre un aéro-drome civil libanais. Nous n'en serons que mieux à l'aise pour dire que ses raisons ne sont pas les nôtres et que son empressement nous paraît suspect.

La question fondamentale n'est pas de savoir s'il existe on ne sait quelle « juste proportion » entre l'attaque officielle de l'armée de l'air israélienne contre Beyrouth et les actions individuelles, et le plus souvent incontrôlables, des résistants palestiniens. Notre condamnation du dernier exploit des « faucons » de Jérusalem n'est pas morale : elle est essentiellement politique. Un tel acte est mauvais et nuisible parce qu'il ne répond même pas à ses propres objectifs — décourager la guérilla, assurer la sécurité d'Israël — mais contribue au contraire à refermer le piège de la guerre sur le Moyen-Orient.

Dans une région déjà menacée par l'affrontement de l'impérialisme américain et de la bureaucratie soviétique, l'impérialisme français souffle sur le feu à la mesure de ses forces. Les déclarations fracassantes contre Israël aujourd'hui ne répondent pas à un autre souci qu'hier l'expédition de Suez. Il s'agit, dans l'un et l'autre cas, de se servir des conflits réels

entre les nations pour placer ses billes et étendre son influence.

Mais l'impérialisme français reste un impérialisme au rabais. De Gaulle n'a pas de croiseurs pour la Méditerranée orientale. Il ne peut plus être l'arbitre suprême.

Israéliens ou juifs ? palestiniens ou arabes ?

Certes, l'idée de rencontres internationales préparatoires n'est pas à rejeter, mais on ne saurait oublier ici ce que nous n'avons cessé de répéter à propos de l'Algérie et de l'Indochine : on ne peut mettre fin à un conflit qu'en négociant avec ceux qui se battent.

« Ceux qui se battent », aujourd'hui, au Moyen-Orient, ce ne sont ni les juifs de New York ni les arabes de Koweït, ce sont deux peuples qui revendiquent un même territoire : israéliens et palestiniens. Quelle que soit l'importance des soutiens qu'ils reçoivent, aucun des deux adversaires n'obéirait sans réserve à des ordres de l'étranger. Ce qui est vrai d'Israël vis-à-vis des Etats-Unis l'est aussi des Palestiniens, non seulement vis-à-vis de Moscou, mais encore vis-à-vis du Caire ou de Damas — et « a fortiori » d'Amman.

Ces revendications des Israéliens et des Palestiniens sont-elles justes ? Pour les premières, je reprendrais volontiers ce qu'en disait Herbert Marcuse, en 1967, à Berlin : « *la fondation d'Israël comme Etat autonome peut être qualifiée d'illégitime, dans la mesure où elle s'est réalisée sur la base d'un accord international, sur un territoire étranger et sans qu'on ait tenu compte de la population locale... Mais cette injustice ne peut pas être réparée par une seconde injustice.* »

La différence essentielle entre les Européens d'Israël et les Pieds noirs d'Algérie c'est qu'il n'y a pas, pour les premiers, de métropole de refuge, mais au contraire une renaissance menaçante de l'antisémitisme. D'où l'impression, pour beaucoup, de se battre le dos au mur.

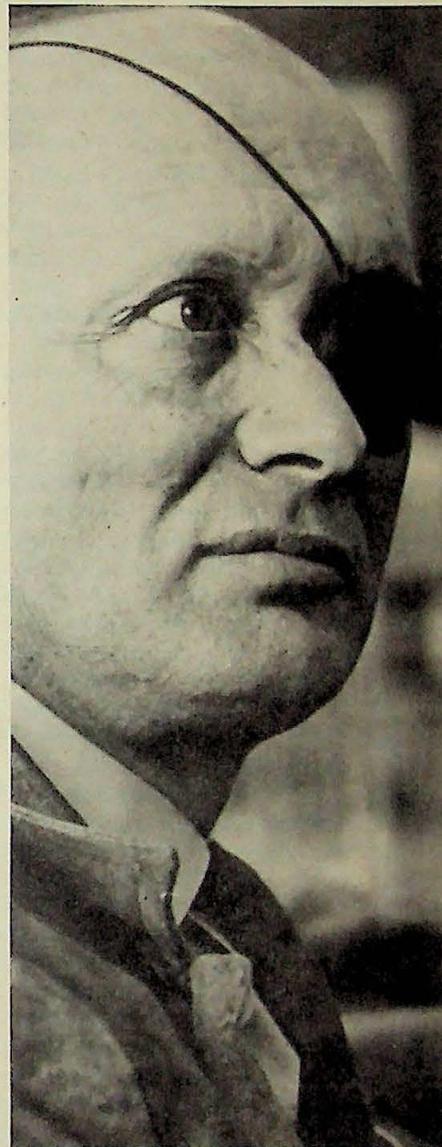
Mais cette justice, en quelque sorte « a posteriori » de la cause israélienne ne change rien à la justice immédiate de la cause palestinienne, à la volonté des Palestiniens de se battre pour une terre qui est la leur. Au contraire, c'est dans une large mesure l'existence même d'Israël qui a réveillé la conscience nationale pa-

lestinienne, c'est à l'exemple — et quelquefois sur le modèle — des organisations juives d'hier que les Palestiniens s'organisent.

C'est là le conflit fondamental que les interventions extérieures — celles des grandes puissances comme celles des autres états arabes ou du judaïsme mondial — contribuent à rendre encore plus complexe et plus difficile à résoudre.

De Foster Dulles à Moshé Dayan

Le moment n'est pas venu de discuter utilement sur les formes que pourrait demain revêtir une coexis-



A.F.P.

tence des Israéliens et des Palestiniens. Partage territorial, fédération, confédération, toutes les solutions politiques et juridiques sont également possibles si la conviction s'est d'abord faite que la coexistence elle-même est inéluctable.

En attendant, la politique du gouvernement israélien — et plus particulièrement celle du général Dayan — paraît fondée sur une conception simpliste, héritée du colonialisme européen : « ces gens-là ne comprennent que la force ». Pour garantir ses frontières, pour assurer son existence même, Israël est aussi engagé dans un processus de terrorisme et de répression tout à fait comparable à celui que les Français ont connu en Algérie et en Indochine ou les Anglais au Kenya... et en Palestine.

(Suite page 13)

Radiographie de la C.G.T.

André Barjonet

En mai dernier, André Barjonet, en désaccord avec l'orientation prise par la direction confédérale de la CGT, abandonnait ses fonctions de secrétaire du Centre d'Etudes économiques et sociales de la CGT, et apportait publiquement son soutien au mouvement ouvrier et étudiant en cours. Il adhéraient en même temps au PSU.

Après l'action, vint le temps de la réflexion. Ces jours-ci paraît aux Editions du Seuil, un important ouvrage consacré par notre camarade à « La CGT ». Nous lui avons demandé de nous présenter son livre, qui doit devenir un outil important d'information et de formation pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et aux finalités de la confédération de syndicats, la plus importante de France.

Christian Guerche

Le livre que je viens d'écrire sur « La CGT » ne constitue, en aucune façon, un plaidoyer personnel. Il n'est pas davantage une œuvre de circonstances.

Après avoir abandonné le 23 mai dernier mes fonctions de secrétaire du Centre d'Etudes économiques et sociales de la CGT, j'ai pensé qu'il pouvait être utile de faire part publiquement d'une expérience de plus de vingt ans de collaboration à la direction confédérale. Je ne prétends pas, pour autant, que ce livre soit « impartial » ou parfaitement « objectif » : Il est, au contraire, écrit dans l'optique bien précise de la tradition révolutionnaire du syndicalisme français. Il est, cependant, « objectif » en ce sens que je n'ai jamais cherché à coller des étiquettes sur les hommes, à porter sur eux des jugements de valeur mais, simplement, à situer leur action dans le contexte objectif des événements réels.

L'histoire était à faire

La deuxième raison qui m'a poussé à écrire ce livre c'est l'inexistence, à ce jour, de tout ouvrage sérieux sur la CGT. Sans doute « l'esquisse d'une histoire de la CGT » de Bruhat et Piolet constitue-t-elle un ouvrage précis et de lecture agréable. Mais la façon dont sont, littéralement, escamotées des questions aussi importantes que l'incidence des « 21 conditions » de l'appartenance des Partis communistes à la Troisième Internationale sur le mouvement syndical ôtent toute valeur scientifique à ce livre. Des problèmes fondamentaux comme ceux de l'unité syndicale, de l'Europe, de la planification, de la stratégie syndicale n'y sont jamais abordés que de façon strictement unilatérale : mieux (ou pire) le lecteur d'un tel livre ne peut jamais se douter ni même soupçonner à ce propos l'existence de divergences d'opinions, la possibilité de solutions ou de perspectives différentes de celles tracées par la majorité confédérale.

En dissimulant les opinions minoritaires, Bruhat et Piolet sont évi-

demment dans l'impossibilité de les discuter. En ce sens ils rendent un très mauvais service à la CGT dont les militants, mal informés, risquent de ne plus savoir quoi penser en face d'événements nouveaux.

En donnant au contraire la parole aux différentes opinions (Frachon et Le Brun, par exemple) je n'ai jamais voulu jouer les arbitres impartiaux (!) qui distribuent (au nom de quoi ?) le blâme ou l'éloge : j'ai tout simplement cherché à montrer le mouvement dialectique de la plus grande organisation syndicale française dans sa dynamique réelle.



C'est cette étude qui fait l'objet essentiel du livre. Mais il était auparavant indispensable de rappeler l'histoire de la CGT. C'est ce que j'ai fait, brièvement en braquant le projecteur sur les seuls faits essentiels : la « Charte d'Amiens » et les fausses querelles de l'« apolitisme » syndical, la conception léniniste du syndicalisme et la première scission, l'unité retrouvée de 1936, la guerre et la deuxième scission, la résistance, la libération déçue sinon trahie, la naissance de Force-Ouvrière...

La C.G.T. et son contexte

Dans une deuxième partie, également assez courte, j'aborde les problèmes de structure et le fonctionnement de la CGT. Bien qu'assez descriptive, cette partie est importante en ce sens qu'analysant de près les statuts de la CGT et son fonctionnement concret, elle permettra aux lecteurs de prendre conscience des distances qui sé-

parent la théorie de la pratique. Elle permettra ainsi aux militants — notamment aux jeunes — de mieux connaître leurs droits à l'intérieur même du syndicat.

Dans une troisième partie — nettement plus développée — j'aborde enfin l'analyse des positions de la CGT actuelle (c'est-à-dire de la CGT telle qu'elle existe depuis la scission de 1947) face aux grands problèmes économiques, sociaux et politiques de l'heure : planification et programmes économiques, nationalisations, Marché commun, unité syndicale, stratégie des luttes, etc.

Bien entendu, on ne peut évoquer ces problèmes, sans décrire précisément les rapports entre la CGT et le Parti Communiste français. On verra comment, sans être une organisation « communiste » la CGT (qui a su prendre, en certaines circonstances, des positions spécifiques et indépendantes) n'en est pas moins dominée, pour l'essentiel de ses options les plus décisives, par la direction du PCF.

Le syndicalisme doit se transformer

A la lumière crue des événements de mai-juin 1968, il est indispensable de dégager une perspective. Compte tenu du fait essentiel qu'a été la déconfessionnalisation de la CFTC et l'apparition de la CFDT l'issue ne peut être, à mon sens, trouvée que dans l'élaboration d'une nouvelle finalité du syndicalisme. Il faut avoir le courage de le dire : les deux conceptions traditionnelles (syndicalisme soi-disant indépendant des partis politiques et, à l'inverse, syndicalisme comme « courroie de transmission » d'un parti quel qu'il soit) sont également périmées. Elles ont, l'une et l'autre, largement fait la preuve de leur faillite et de leur nocivité.

Cette finalité nouvelle, c'est évidemment à l'ensemble des travailleurs qu'il appartient de la définir. Elle ne saurait en aucune façon être le seul résultat des cogitations de tel ou tel dirigeant ni même de tel ou tel groupe de militants. Mais d'ores et déjà, la perspective apparaît clairement : pour ma part je pense qu'elle passe « par la médiation des revendications qualitatives ». Grâce à elles, le mouvement syndical doit pouvoir « sortir de l'ornière trade-unioniste sans pour autant tomber sous la coupe d'un parti politique et sans risquer, non plus, pour son propre compte l'aventure politique qui ferait de lui un nouveau parti. »

Un mot personnel pour terminer : j'ignore ce qu'il en est du chiffre exact des adhésions enregistrées depuis mai par la CGT, je souhaite, de tout cœur, que ce nombre soit aussi élevé que possible ; j'espère ardemment que des milliers et des milliers de jeunes travailleurs rejoindront la vieille centrale non pas pour y pratiquer un travail périmé de « noyautage » ou de « contre-noyautage » mais pour y apporter le souffle de la jeunesse, le souffle de ce Printemps de Paris dont tout permet de penser qu'il n'est qu'un début...



A.F.P.

Quel front commun?

Jacques Ferlus

« Chers camarades, alors que nous avons tant d'intérêts communs à défendre, allons-nous longtemps encore — sous prétexte de différence d'opinion politique ou religieuse — subir le préjudice de la division syndicale ? Ne croyez-vous pas que le moment est venu de porter à l'ordre du jour de nos débats la question du rassemblement de tous les travailleurs au sein d'une centrale syndicale unique ? »

Cet émouvant appel s'adresse aux jeunes de la CFDT et de FO. Il est lancé par Georges Séguy à la tribune de la Conférence nationale de la jeunesse organisée en novembre dernier par la CGT.

A l'heure où les confédérations syndicales sont plus que jamais éloignées les unes des autres, la CGT se lance dans une grande campagne pour l'unité syndicale.

Cette offensive unitaire peut être payante. Dans les entreprises les travailleurs sont déçus par les résultats de la grève de juin, mais tous n'ont pas le sentiment d'avoir été lâchés par telle ou telle organisation syndicale. Se mettre d'accord, pour un travailleur, c'est faire l'unité dans la lutte. La CGT joue donc cette carte de l'unité syndicale. Elle compte ainsi convaincre les travailleurs « du caractère de masse et de classe de la C.G.T., seule organisation syndicale réellement indépendante et démocratique au service des intérêts immédiats de tous les travailleurs et travaillant avec efficacité et persévérance à l'unité ouvrière, à l'union des forces démocratiques sur la base d'un programme commun indispensable pour imposer les changements profonds nécessaires » ; cette déclaration ne date pas d'avant le printemps mais du mois de novembre dernier.

Mais il existe un malaise chez de nombreux militants Cégétistes qui ont le sentiment d'avoir été lâ-

chés par leur organisation au moment des grèves. Grâce à la proposition du Front syndical on espère rattraper au nom de l'unité, ces camarades. L'unité est possible, les travailleurs de chez Renault l'ont bien faite pour la grève de début décembre. C'est désormais le thème central de la propagande de la CGT.

La Confédération tente de donner l'exemple et « l'Humanité » du 2 décembre dernier publie un communiqué CGT-CFDT relatif à la discussion qu'ils viennent d'avoir sur les droits syndicaux. Hélas, s'il y a eu rencontre il n'y a pas eu de communiqué commun, étant donné que les deux délégations n'avaient pu que constater leur « désaccord profond ».

Les obstinés et les aveugles

« Le Front syndical commun, préconisé par la CGT, (est) obstinément et aveuglément refusé, jusqu'à présent, par les autres centrales syndicales... » (Livio Mascarello au Congrès de l'U.D. CGT de Paris en décembre).

Il est vrai que du côté de FO on est anti-communiste avant tout et donc opposé à un quelconque rapprochement avec la C.G.T. Et comme il faut bien trouver une raison, l'affaire tchécoslovaque fournit plus d'arguments que la crise du printemps en France.

La CFDT ne se montre pas opposée au dialogue. Au cours du dernier Comité national, de nombreux militants ont exprimé la nécessité d'une relance de l'action commune avec la CGT, « mais sans enthousiasme ».

Eugène Descamps affirme d'autre part que la reprise du dialogue demande au préalable que « la CGT précise ses objectifs et change ses méthodes ». Et le secrétaire général de rappeler toutes les attaques envers sa centrale, « l'im-

périalisme de la CGT en mai-juin, sa volonté de ne pas partager la direction de l'action ».

Divisés sur l'essentiel

En ce début de 1969, le Front syndical commun paraît donc plus impossible que jamais. On ne peut le réduire à de petites rancœurs. La division est profonde puisqu'elle concerne les objectifs à poursuivre. La stratégie du combat syndical dans l'entreprise, le pouvoir syndical, la démocratie dans l'entreprise, l'intéressement, la participation, l'échelle mobile, la hiérarchie des salaires, sont autant de points sur lesquels CGT et CFDT sont diamétralement opposées. Ce sont pourtant les points essentiels et les plus actuels de la revendication ouvrière. Il ne reste finalement que l'emploi où un accord peut être trouvé en vue de futures négociations avec le patronat.

Il semble bien que, sauf sur des revendications mineures ou locales, nous ne verrons pas de grandes actions communes dans les mois qui viennent si un renversement total de certaines positions n'intervient pas.

Pour la CFDT le virage de mai a été à peu près bien pris. Nous en trouvons la preuve auprès des gaullistes de « la Nation » qui accusent la CFDT de subversion, il y a aussi le patronat conservateur qui fait tout pour que ce syndicat ne naisse pas dans ses entreprises ou qui use plus que jamais de la répression. On a peur de la CFDT. La CGT impressionne moins.

Mais il y a à la CGT de grands militants : ceux-là mêmes qui ressentent le malaise de leur organisation. Ils sont au combat à la base, souvent plus proches de la masse des travailleurs que les militants CFDT. Ce sont eux qui feront prendre le virage de mai à la CGT. Avec un peu de retard, mais qu'importe... Peut-être en 69 reparlerait-on du Front syndical commun, mais autrement que fin 68. □

Incohérence du patronat alsacien

En cette fin d'année, les deux départements d'Alsace assistent avec une relative passivité à un jeu mis en scène par le patronat. Quand certains licencient avec un mois de préavis pour moderniser la production de leur groupe, d'autres font subir aux salariés leurs erreurs de gestion. La Brasserie Lutterbach, près de Mulhouse, appartenant à la Société européenne des brasseries, annonçait il y a quelques semaines le licenciement de 84 personnes. Par ailleurs, à Champigneul, il était également question de licencier une cinquantaine d'ouvriers. Ces deux brasseries appartiennent au même groupe : il vient de décider la concentration de sa production à Strasbourg dans une usine plus moderne. Il y a deux mois, un textile du Haut-Rhin, la S.N.I.P., annonçait le licenciement de 119 personnes, alors qu'il avait embauché du personnel quelques mois auparavant.

Enfin, dernièrement, à Alcatel, près de Strasbourg, 350 ouvriers sont licenciés.

Dans chacun des cas, le préavis était de quelques semaines bien que ces licenciements fussent prévisibles de longs mois à l'avance. La Société européenne des brasseries savait que les activités de ses usines de Lutterbach et de Champigneul seraient réduites, la S.N.I.P. pouvait prévoir plusieurs mois à l'avance qu'elle cesserait la production d'une de ses chaînes, et M. Bord, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, a lui-même dit qu'il savait depuis longtemps qu'Alcatel était en difficulté. Pourquoi alors licencier avec un préavis d'un mois, quelquefois moins ? Le patronat en fait à sa tête. Les reconversions et les modernisations rendent nécessaire une certaine modalité du personnel, mais que le patronat joue avec la main-d'œuvre comme avec ses capitaux est encore une preuve, s'il en fallait, que le profit est la seule règle du jeu.

Mais les capitalistes ne sont même pas cohérents : en 1961, trois sociétés (S.A.C.M., Alstom, Neyrpic) créent un atelier de chaudronnerie dans la zone industrielle d'Ottmarsheim, près de Mulhouse. Il devait employer à terme 3.000 personnes. L'usine avait été créée en se fondant sur un éventuel marché au moment de la construction des raffineries de Reichstett et de Karlshure, or il n'y eut jamais de commande. Pendant plusieurs années, la gestion de l'usine fut aberrante : un général à la retraite, qui avait déjà coulé deux entreprises, laissait les frais généraux se monter à 5 % du budget (la norme est généralement 0,85 %). A l'époque, l'usine travaillait 24 h sur 24... en deux équipes de 12 h ! Mais en 1963, Alstom et Neyrpic se retirent progressivement de l'affaire, la sentant peu rentable ; Alstom construit une chaudronnerie similaire à 40 km (à Belfort) et le directeur est changé par un autre qui commence à réaliser des bénéfices. Alors, trois mois après on ferme l'usine et on licencie 450 personnes. L'entreprise qui avait un matériel ultra-moderne (3 ponts roulants dont 1 de 100 tonnes) sert actuellement... de dépôt à une chaîne d'épicerie en gros.

La morale de toutes ces histoires est qu'on utilise la main-d'œuvre comme du vulgaire matériel de production. Le patronat alsacien éprouve cependant certaines difficultés : le mois dernier, 3.349 offres d'emploi furent non satisfaites soit 68,5 % de plus que l'année dernière, le même mois. Les demandes d'emploi non satisfaites (1.992) ont baissé de 30 % par rapport à l'année dernière. Certaines entreprises n'arrivent pas à trouver de main-d'œuvre, même non qualifiée. Peut-on espérer des conditions de luttes meilleures ?

Les syndicats dans chaque cas de licenciements ont pu arriver à des arrangements qui limitent les conséquences pour les salariés. Mais rien n'est changé.

(De notre correspondant en Alsace.)

L'UNEF prête au combat

Jacqueline Giraud

Avec plus ou moins d'agressivité, l'ensemble de la presse s'est accordé à faire du Congrès de l'U.N.E.F. le combat d'une « bureaucratie » accrochée à son pouvoir, qui n'a éliminé sa « droite » que pour mieux se retourner ensuite contre sa « gauche ».

En ce qui concerne la droite, il est vrai que le Bureau National a fait approuver, sans aucune difficulté l'exclusion des associations (parisiennes anciennement « majos ». Il ne s'agissait que de sanctionner légalement une situation de fait : ces associations « apolitiques » n'ont cessé de dénoncer les mots d'ordre, de l'U.N.E.F. et même de lui intenter des actions judiciaires.

Le cas de l'U.E.C. est tout aussi clair, même si ses militants ont évidemment protesté contre le refus de valider leurs plus grosses A.G. : Lille, Saint-Etienne, Toulouse et Bordeaux. Sans doute n'y a-t-il pas eu, dans les trois premières, élection d'un nouveau bureau. Parce que le bureau U.E.C. en place a refusé de se soumettre à l'épreuve de nouvelles élections ! Mais, à Lille, deux assemblées générales, organisées par la base, ont mis les U.E.C. en minorité. A Toulouse, et à Saint-Etienne l'U.E.C. a perdu la majorité à toutes les élections de corporation. Par son refus de participer aux luttes étudiantes de mai, l'U.E.C. avait perdu tout crédit.

Reste le problème de la « gauche », que les « manœuvres » du BN auraient acculée au départ. Cette « gauche », depuis le mois de mai, ce sont les comités d'action. Fidèle aux engagements puis aux assises de Grenoble, le B.N. avait décidé d'accueillir au Congrès, non seulement les délégués dûment mandatés par leurs A.G., mais aussi les nouveaux militants des comités d'action, désireux de se transformer en comités de base U.N.E.F. En ouverture du Congrès, Jacques Sauvageot leur soumit un long rapport moral, qui avait le mérite de comporter une solide analyse politique débouchant sur des propositions d'action. Mais cela n'intéressait manifestement pas la majorité des orateurs qui, pendant trois jours se sont succédé à la tribune.

Nouveaux militants ou vieux leaders ?

C'est qu'en réalité, ces orateurs qui venaient, au nom des comités d'action, stigmatiser les « bureaucrates » de l'U.N.E.F., n'étaient nullement des inorganisés politisés en mai. Ni Salmon, qui fut président de l'A.G. de Rennes, puis membre du B.N. de l'U.N.E.F., ni Raybaud, qui, lorsqu'il était au bureau de la

M.N.E.F., se conduisit avec ses employés en vrai « patron de combat », ne peuvent se prétendre simples militants de base, uniquement soucieux d'assurer la démocratie au sein de l'U.N.E.F. ! Ils n'ont pas fait entendre la voie de la base, mais simplement la leur, avec suffisamment d'habileté pour entraîner dans leur sillage les groupuscules qui avaient fait une descente massive à Marseille. Et si l'atmosphère du congrès évoquait souvent la démagogie qui sévit trop souvent dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne au mois de mai, c'est que les orateurs étaient les mêmes, vieux leaders étudiants, « professionnels » des congrès. Quant aux vrais nouveaux, leur inexpérience leur interdisait de prendre la parole dans ce climat de tension et de hurlements, en même temps qu'elle en faisait des proies faciles pour la démagogie.

Où sont les vrais bureaucrates ?

Et la démagogie coula à flots ! Masquant aux inexpérimentés cette évidence : que ceux qui dénonçaient si vivement les « bureaucrates » n'avaient d'autre objectif que de prendre la place de cette « bureaucratie ». Pour y parvenir, ils se taillaient quelques succès faciles en conspuant tout U.E.C. qui prenait la parole. Ce faisant ils ne couraient pas grand risque, puisque tout le monde était d'accord pour rejeter la conception corporatiste et réformiste défendue par les étudiants communistes. Ainsi se succédaient les interventions, sans que jamais soient abordés les problèmes de fond : l'analyse de l'évolution du capitalisme et des contradictions en son sein et la hiérarchisation des objectifs de lutte à en déduire. C'est que, sur ce terrain, les « gauchistes » auraient eu bien du mal à combattre le BN. Les vrais « bureaucrates » ce sont eux, qui ont posé d'emblée les problèmes d'organisation, quand ceux-ci auraient dû découler logiquement des conclusions du débat politique. Leur départ fracassant, à l'aube du mardi, l'a bien montré : quand ils ont compris qu'ils seraient minoritaires, que la direction leur échappait, dans un beau réflexe démocratique, ils n'ont pas craint de présenter leur départ comme une « scission », dont il était clair que la droite et la presse feraient des gorges chaudes.

Et il est incontestable qu'en cette veille de vraie rentrée universitaire, au début de ce trimestre décisif pour les luttes étudiantes, cette division est nocive. Mais il y a toutes les chances pour que ceux qui pâtiront le plus

de cette division soient ses auteurs mêmes qui, de retour dans leurs facultés risquent d'avoir quelque peine à défendre leur attitude au congrès.

Un bilan positif

En dépit des apparences, ce congrès fut loin d'être négatif. D'abord, par rapport au dernier congrès de Lyon, de juillet 1967, où les positions de l'U.E.C., défendues par onze A.G., ne furent battues que de quelques voix. Conséquence du mois de mai, l'U.E.C. s'est effondrée.

Deuxième fait positif : l'U.N.E.F. peut retrouver une base militante à Paris. L'exclusion des associations « majos » a en effet rendu possible l'adhésion des comités d'action de la faculté des sciences et de la faculté de médecine, celle du P.A.N. de la faculté de droit, qui tous soutiennent le B.N. de l'U.N.E.F.

Enfin l'U.N.E.F. a désormais clairement défini son orientation, dans la continuité du mouvement de mai. Un long texte, adopté en fin de congrès, définit ses « éléments de stratégie et propositions d'action » (nous y reviendrons la semaine prochaine). Il accorde la priorité au combat sur le terrain de l'Université elle-même, compte tenu du rôle essentiel qu'elle joue maintenant dans le développement du capitalisme. Les revendications s'inséreront dans la dénonciation idéologique permanente de l'asservissement de cette université aux intérêts capitalistes, asservissement parachevé par la loi Edgar Faure. Ainsi, la revendication des libertés politiques et syndicales doit venir au premier plan, liée à la critique politique du contenu de l'information transmise. En même temps, il faut poursuivre la recherche d'une liaison avec les luttes des travailleurs, non point en leur donnant des leçons, mais en les informant de la signification des luttes étudiantes, dont la presse qu'ils lisent leur donne une idée erronée. Et si les étudiants veulent peser sur la conduite des luttes ouvrières, ce n'est pas par des exhortations quelque peu prétentieuses qu'ils y parviendront, mais par la valeur exemplaire des luttes qu'ils mèneront sur leur propre terrain.

Reste à faire le dur travail de restructuration du mouvement, en comités de base plus à même de mener les luttes et d'élaborer les décisions à tous les niveaux, que ne l'étaient les corpos dans l'ancien système pyramidal. Ce qui démontrera la vanité de l'opposition U.N.E.F. - comités d'action, puisque c'est précisément leur mode d'organisation qu'entend maintenant se donner l'U.N.E.F. Mais ce qu'elle rejette, c'est le refus démagogique de toute organisation, qui ne peut aboutir qu'à une succession désordonnée d'agitations stériles propres à décourager la masse des étudiants. Dans la mise en place de ces comités de base, les E.S.U. auront à jouer un rôle important, que leur permet leur implantation dans toutes les villes universitaires. Et ce n'est pas le moindre bénéfice de ce Congrès que d'avoir montré qu'ils étaient désormais capables d'interventions politiques dans un débat qui le fut rarement.



Collombert

L'enjeu du tourisme

Hélène Clémy

Le loisir reste pour le plus grand nombre des citoyens une aimable industrie en pleine expansion dont le chiffre d'affaires dépasse maintenant celui de la sidérurgie, et qui dissimule sous ses images de sable chaud et ses publicités érotico-balnéaires, le même appétit du grand capital en quête de placements lucratifs. Mais le loisir suscite d'autres calculs moins connus, les uns concernant l'équilibre de la balance des paiements, les autres plus directement liés à la politique.

Tourisme et dévaluation

Une loi apparemment constante veut que plus un pays s'équipe et s'enrichit, plus ses habitants veulent aller loin pendant leurs congés et bien entendu y dépenser les devises nationales ; la hausse du niveau de vie entraîne ainsi la consommation extérieure en devises qui creuse la balance touristique des pays riches. Lorsque ceux-ci sont en crise monétaire, ce déficit particulier n'est plus épongé par d'autres postes excédentaires et le tourisme laissé à lui-même appelle ainsi la dévaluation qui, dans un premier temps, se limite à la dévaluation touristique.

On appelle ainsi l'instauration d'un cours privilégié pour les visiteurs étrangers et depuis bien longtemps, le système est pratiqué par les démocraties populaires. Il l'est plus récemment par les pays du Tiers Monde et depuis cette année il a fait une entrée mondialement remarquée aux Etats-Unis. Car si en Noël dernier un groupe de lecteurs de T.S. a pu séjourner en Tchécoslovaquie et payer pour ce séjour comprenant le voyage aérien, les prestations traditionnelles du ski, le même prix qu'un même séjour à Samœns ou à Courchevel, c'est parce qu'ils achetèrent la

couronne tchécoslovaque 0,30 F au lieu du cours officiel de 0,68 F : nos camarades qui payèrent pour un séjour de deux semaines à Cuba environ 1.500 F voyage aérien compris, alors que le seul trajet aller-retour Orly Fort-de-France ou Pointe-à-Pitre est tarifé au minimum 2 350 F, bénéficièrent d'une considérable dévaluation touristique du peso cubain qui ne faisait que suivre un célèbre précédent de la livre égyptienne.

L'occident capitaliste ne pouvait pas rester en arrière. En fait, il dévalue lui aussi ses monnaies en vendant de l'essence, du transport et des services au-dessous des prix intérieurs : le billet aller-retour Orly-New-York coûtait l'été dernier, pour une validité minimum de un mois, 2178 F mais pendant ce même mois, les heureux passagers non-résidents américains ont pu parcourir en avion tout le continent des Etats-Unis, pour moins de 800 F !

En France, la dévaluation du franc est réclamée depuis 1956. La V^e République la refuse depuis dix ans alors qu'elle permettrait, comme dans les démocraties populaires, de convertir en équipements industriels dans le désert français, les excédents de la balance touristique redevenu positifs.

Le tourisme, instrument politique international

Il est évident pour tous que, dès l'instant que le tourisme a sur l'économie d'un pays un pouvoir aussi puissant, il ne pouvait pas échapper à la guerre économique que les pays socialistes et capitalistes se livrent sous toutes les latitudes. S'il y eut pour les premiers des succès notoires comme ceux remportés par les plages de la Mer Noire roumaines et bulgares et

peut-être bientôt par d'autres, tous les pays du ciel bleu et de la mer tiède, socialistes ou non, pratiquent un pragmatisme du tourisme qui n'est autre que du réalisme touristique.

Dans ce contexte, comment se situe le tourisme français ? Quatre groupes de forces font ensemble le tourisme dans notre pays : l'Etat qui depuis 1961 tente de moraliser par son Commissariat au Tourisme une industrie pas toujours limpide, qui pèse sur les transports, décide le volume et l'implantation des crédits, etc. — les fournisseurs privés du tourisme (hébergement, restauration, autocars, villages de vacances...) — les fabricants de « produits » qui synthétisent tout cela dans des forfaits tout compris dont les publicités obsédantes sont dans toutes les mémoires — enfin les distributeurs, qualifiés également de revendeurs de « produits ».

Le « produit » de bout en bout ne peut dans ces conditions qu'être un produit d'Etat dont on commence à voir apparaître la formule dans les agences de tourisme S.N.C.F. ou Air-France; une lutte inégale vient de commencer entre l'Etat et le Syndicat des Agences de Voyages qui a encore dans les oreilles la suggestion de Jacques Duhamel de créer une Agence Nationale de Tourisme, avant-goût de l'Intourist.

Au niveau des fabricants privés, la concentration se fait à vive allure pour atteindre la taille des confrères allemands ou anglais ; il est probable qu'une grande partie du marché est déjà accaparé par la collaboration du Club Méditerranée (groupe Rothschild), du C.E.T. (banque de Paris et des Pays-Bas) et de Havas. Mais à côté de ces géants relatifs, une foule de petits fabricants essayent de survivre seuls ou en se regroupant. Ils ont tous les aspects : classiques agences de voyages, grossistes, associations dites sans but lucratif... Certains sont des affaires familiales qui exploitent avec très peu de personnel (et le service s'en ressent) tel ou tel camp de vacances ; d'autres se spécialisent dans la fourniture aux comités d'entreprise sur des bases qui n'ont que peu à voir avec le tourisme et même parfois avec le syndicalisme qu'ils prétendent servir. Sur tous pèse la même quadrature : en régime capitaliste, le service se paie de plus en plus cher mais le client veut des prix de plus en plus bas en étant de plus en plus exigeant. Ce phénomène dépasse d'ailleurs le seul tourisme, la société de consommation se condamne elle-même au monopole. Restent les distributeurs qui, comme les fabricants, prennent différents aspects, de la boutique bardée de dépliants et d'affiches, à l'association qui afferme la clientèle de ses adhérents.

Lorsque les revendeurs étaient en petit nombre, ils vivaient essentiellement des commissions légales sur la billetterie fer, mer et surtout air ; mais il y a aujourd'hui près de 2.000 points de vente licen-

ciés A ou B. La compétition est devenue telle que pour conserver ou attirer la clientèle des gros voyageurs, essentiellement des sociétés industrielles et commerciales, ils doivent leur faire des avantages qui réduisent leur profit. Attaqués secrètement sur le marché des loisirs par les fabricants, ouvertement par la clientèle billetterie d'affaires, les revendeurs sont en France dans leur grande majorité dans une situation difficile qui se résoudra peu à peu par la disparition des plus faibles. Une nouvelle génération de revendeurs est en train de liquider l'ancienne ; il s'agit souvent de personne ou d'organisations ayant par leurs relations ou leurs activités une clientèle assurée d'avance (grosses compagnies industrielles, banques, transporteurs).

La gauche et les loisirs

La gauche eut sur ce sujet ses belles heures ; ses grandes organisations culturelles fleurirent sous le Front Populaire et à la Libération. Elles sont tombées aujourd'hui dans une modestie surprenante. Car l'ancien ministère des Loisirs de 1936 devenu le plus médiocre des Secrétariats d'Etat à la Jeunesse et aux Sports n'a plus rien conservé des enthousiasmes qui firent Jean Zay et Léo Lagrange ; la sécrétion monotone de champions-vitrine est devenue sa seule vocation. Et pourtant les éléments d'un réveil sont toujours là.

Si tous les communistes et les cégétistes passaient par Tourisme & Travail, le chiffre d'affaires de celui-ci dépasserait celui du Club Méditerranée qui a 250.000 adhérents par an ; si tous les S.F.I.O. et F.O. étaient restés fidèles au C.L.T.C. à Jeunesse au Plein Air ou aux Clubs Léo Lagrange, ces associations en tireraient une puissance qui écraserait celle des Clubs aristocratiques qui rêvent d'embourgeoier le peuple (Racing, Touring, Automobile) ; si les 600.000 affiliés de la Mutuelle Nationale des Etudiants s'inscrivaient à Uniclub son organisme de voyages, la boutique du boulevard Saint Michel devrait être décuplée. Encore faudrait-il savoir à quoi servirait un tourisme de gauche.

Un tel tourisme aurait une double vocation : sortir des produits réellement culturels, ce qui est quasiment impossible dans le cadre de la culture bourgeoise ; et soutenir dans leurs actions politiques les partis progressistes.

En régime capitaliste, la gauche non romanesque doit savoir se battre avec les armes de ses adversaires. Il y a en France une masse de militants et de sympathisants du mouvement ouvrier dont on devine qu'ils sont par l'âge, les goûts et l'ouverture d'esprit, des voyageurs internationaux mal résignés au tourisme de consommation générateur de vulgarité et d'ennui. Ils peuvent, s'ils le veulent, former en peu de temps, des associations de tourisme d'avant-garde sur lesquelles s'appuiera demain, dans le domaine des loisirs, l'Etat socialiste qu'ils appellent de leurs vœux.

Le V^{ème} plan était porteur de la crise

Jacques Malterre

Une fois de plus, le Général de Gaulle, tente d'accréditer l'idée, que les difficultés présentes de l'économie française, proviennent des événements de mai. Dans son allocution du 31 décembre le chef de l'État affirme que : « le grave déséquilibre de notre économie, résultat inéluctable d'une paralysie de près de deux mois, des charges énormes subitement consenties pour la faire cesser et des crédits massifs prodigués pour la reprise, nous a conduits, soudain et « à chaud » à une crise monétaire qui mettait en cause la valeur de notre franc, et du même coup celle de nos avoirs et de nos rémunérations, risquait de nous faire passer sous la dépendance des prêteurs étrangers et suscitait la joie odieuse des spéculateurs de la finance, de la politique, de la presse, qui jouaient notre déconfiture ».

Le Général de Gaulle aime, on le sait, les phrases bien balancées, destinées à frapper les imaginations. Celle-ci est un modèle du genre. L'ennui est qu'elle mélange causes et effets ou plus exactement qu'elle tend à travestir les faits, en ignorant les véritables raisons des crises : de celle de mai, comme de celle de l'automne.

Car, l'année 1968, si elle a été mauvaise pour le régime, et a même failli lui être fatidique, n'a fait que traduire les résultats désastreux (et prévisibles) des orientations prises, lors de l'élaboration du V^e Plan.

Ces orientations quelles étaient-elles ?

Dans la foulée du plan de stabilisation, le gouvernement avait voulu agir à deux niveaux : au niveau de la distribution du revenu national, comme au niveau des structures industrielles.

Le V^e Plan privilégiait ainsi comme facteur de la croissance l'investissement du secteur productif et, pour ce faire, il ne pouvait que favoriser un développement des profits des entreprises, principale source de leur financement, et favoriser la concentration des entreprises tout en suscitant quelques opérations ponctuelles (plan calcul, plan sidérurgie, télévision en couleur).

Si le V^e Plan a bien été appliqué, les résultats ont été loin d'être ceux que le gouvernement attendait. On peut même dire qu'ils sont catastrophiques.

En mai 1968 en effet, la situation se présente ainsi :

- pas de transformation notable des structures industrielles;
- ralentissement de la croissance du fait de l'insuffisance de la consommation intérieure et de l'absence de concertation entre les pays européens qui adoptent des politiques de freinage (R.F.A. en 1967 : — 2 % de production) pour les mêmes raisons qu'en France;
- développement du chômage, seul objectif du plan réalisé avec deux ans d'avance;
- modification progressive de la répartition du revenu national au détriment du salarié, en faveur des autres catégories sociales.

Si bien que l'on peut dire, que si le mouvement étudiant a joué un rôle de détonateur, c'est le gouvernement qui a créé les conditions favo-

que les revenus non salariaux retrouvent spontanément leur part après un déplacement accidentel de la répartition « normale » en termes capitalistes par le jeu, soit de l'inflation (ex. : 1956-1958), soit de la dévaluation (1959), soit de la déflation plan de stabilité).

Une politique de consolidation du pouvoir d'achat des travailleurs salariés supposait une organisation de l'expansion sans inflation. Pour cela il fallait mettre en œuvre une nationalisation réelle du crédit, une orientation sélective de l'investissement, avec des contrats par branches industrielles sur les programmes, les prix et le crédit, l'intervention directe de l'État pour réorganiser certaines branches industrielles et effectuer des investissements créateurs d'emploi, un contrôle tempo-

Quelques évolutions significatives

- Epargne brute des sociétés privées (évolution en valeur réelle) 1962-1967 + 34,7 %
- Taux de salaire (en valeur réelle) 1962-1967 + 17,8 %
- Entreprises individuelles non agricoles (commerçants, professions libérales).
Croissance réelle du revenu par tête de 1962 à 1967 + 30,1 %
- Evolution de l'amélioration du pouvoir d'achat de l'heure de travail salariale :

1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 (prévis.)
+ 4,6 %	+ 4,1 %	+ 3,9 %	+ 4 %	+ 3,4 %	+ 2,9 %	+ 2,7 %	+ 1,8 %

rables à une explosion sociale de caractère révolutionnaire. Nous sommes loin du « vertige » et des « diables » invoqués par le Général de Gaulle.

Des conquêtes provisoires

Sur le plan économique, la crise de mai se résume essentiellement à une redistribution *nominal* des revenus en faveur des salariés et particulièrement des salariés les plus défavorisés : augmentation du taux moyen des salaires de 7 % de plus qu'en année normale.

Pour garantir un accroissement *réel* correspondant des salaires, une politique active de consolidation de ce transfert était indispensable.

Il y a en effet une organisation de la répartition du revenu national — qui est sous-jacente au système politico-social de la France — qui fait

raire mais rigoureux des prix, une réforme de la fiscalité directe.

Un contrôle des organisations syndicales de travailleurs sur les décisions patronales était la condition nécessaire pour que celles-ci acceptent de prolonger les discussions de Grenelle sur la politique des salaires, de la durée du travail et des reconversions.

Cette politique n'était évidemment pas concevable pour le gaullisme, qui repose largement sur un électoral hostile aux interventions de l'État. Celui-ci ne pouvait donc qu'envisager à plus ou moins long terme l'annulation du transfert de revenus intervenu à Grenelle.

Dans ces conditions le gouvernement n'avait le choix qu'entre deux politiques : la déflation ou l'inflation. Mais il ne pouvait se résoudre à choisir clairement aucune de ces

Désormais, nous publions dans « T.S. » des dossiers sur toutes les grandes questions de l'heure destinés à faciliter à nos lecteurs la compréhension des phénomènes les plus importants de notre vie politique, économique, sociale et culturelle.

Ces dossiers seront toujours présentés de la même manière, et codés, afin de permettre aux lecteurs qui le souhaitent, de détacher ces pages, et de se constituer un fichier.

deux voies, du fait des contraintes que chacune d'elles imposait.

Une politique d'austérité opérant un transfert immédiat des revenus salariaux vers les entreprises présentait des risques politiques et économiques liés essentiellement à un accroissement rapide du chômage. Elle risquait de réduire le dynamisme, déjà fragile, de l'économie française et de poser de délicats problèmes de conversion d'entreprises.

Une politique inflationniste qui aboutirait à un transfert progressif et incontrôlé des revenus salariaux sur les profits des entreprises industrielles et surtout commerciales, présentait un danger réel sur le plan international car la solidité monétaire de la France était artificielle.

Dégradation de la balance des paiements

En effet, les réserves d'or et de devises sur lesquelles de Gaulle appuyait sa politique étrangère ne correspondaient nullement à un excédent de notre balance commerciale avant 1968 et à une situation saine de notre balance des paiements.

A partir de 1964, la balance française des paiements courants s'est profondément dégradée (1965 constituant une exception due à la forte croissance de nos principaux partenaires et aux effets du plan de stabilisation), de sorte que l'entrée de devises dans notre pays était due exclusivement à des apports de capitaux étrangers, d'abord à long terme puis à court terme.

Toute évolution politique ou économique affectant la sécurité de ces capitaux flottants risquait d'entraîner leur fuite et le déclenchement d'une spéculation contre le franc et d'aboutir à une dévaluation.

Dans ces conditions, le gouvernement a donné l'impression de ne pas choisir de politique précise et de laisser se poursuivre une expansion présentant des risques inflationnistes manifestes (cumul d'une hausse importante de salaires, d'un déficit budgétaire élevé, et d'une distribution incontrôlée du crédit), tout en relevant le taux de l'escompte pour continuer à attirer les capitaux flottants.

En fait, le gouvernement s'autorisait de l'existence d'un volume de réserves encore substantiel pour attendre l'occasion d'une modification générale des parités de change et procéder à ce moment, si besoin était, à un ajustement monétaire.

En même temps, il estimait sans doute que le patronat jouerait le jeu amorcé à Grenelle. En répondant aux exigences immédiates des entreprises par des crédits à bas taux et à guichet ouvert, par des allègements de charge, et par l'acceptation d'une marge de hausse des prix, il pensait manifester clairement qu'il choisissait l'expansion et, dans la mesure où il renonçait aux contrôles (retour à la liberté des changes, politique « souple » des prix), il laissait entendre que de son côté il jouait la confiance et acceptait une dose modérée d'inflation.

Mais ce faisant, il donnait par là même au patronat les moyens financiers d'exercer une pression pour hâter le retour à la situation anté-



Collombert

rieure à l'explosion de mai et pour faire écarter des projets de réforme « incompatibles avec les exigences de la concurrence internationale ».

Le patronat n'a pas renoncé...

De multiples facteurs expliquent le démarrage du mouvement spéculatif, puis son extension. Mais globalement tout s'est passé comme si le patronat, conscient des hésitations gouvernementales voulait à la fois exercer une pression pour conjurer les velléités de réforme et forcer clairement le pouvoir à choisir l'une des deux voies conduisant à l'annulation des transferts de revenus opérés à la suite du mouvement de mai.

Le meilleur moyen était de jouer la dévaluation rapide, la tension préexistante sur la monnaie allemande fournissait et l'aiguillon et l'alibi.

Cette tactique était, dans le système actuel, payante à tous les coups car :

— ou bien le gouvernement dévaluerait et, quelle que fut la politique arrêtée alors, le patronat annulait l'opération de mai : en effet, une politique déflationniste pratiquée pour « réussir » la dévaluation tendait à consolider le versement de la prime de dévaluation par une diminution relative des revenus salariaux distribués, tandis que la fuite délibérée ou subie dans l'inflation aboutissait au même résultat par le jeu d'une redistribution aveugle des revenus à travers la hausse des prix ;

— ou bien le gouvernement refusait la dévaluation, en fonction de considérations politiques, et accessoirement pour se donner la gloire apparente de ne pas céder à la spéculation, et du coup une politique déflationniste pratiquée dans l'espoir

de « sauver » la monnaie restait la seule issue.

Les classes possédantes et le patronat jouaient en fait la première solution — la dévaluation — qui était d'un effet immédiat. Et de récents indices donnent à penser qu'il n'a pas renoncé à le faire en dépit des obstacles résultant du rétablissement du contrôle des changes.

Le gouvernement, quant à lui, a refusé la dévaluation et choisi, en principe, la déflation.

... et a dicté sa loi

La politique gouvernementale n'a que les apparences de l'autonomie et elle fait rebondir les contradictions du système.

On peut s'interroger sur l'existence d'une « politique gouvernementale ». Tout a été dit sur les erreurs techniques (« contrôle » des changes sans efficacité réelle de juin à septembre, hausse du taux de l'escompte et encadrement du crédit en pleine crise spéculative), et les incessantes variations du pouvoir (panique en juin devant le « choc » de l'économie, euphorie en septembre-octobre, panique en novembre devant la crise monétaire), sans parler des gaffes psychologiques.

Le seul élément de cohérence dans la politique, à travers ses retournements, réside dans le fait que le patronat, d'une façon ou d'une autre, a dicté sa loi. Après juin, il obtient ses crédits à bas taux, ses allègements fiscaux, les hausses de prix qu'il réclame. Dans le plan de redressement, c'est à nouveau sa solution fiscale, suppression du versement forfaitaire sur les salaires à la charge des entreprises plus que compensé par la hausse de la T.V.A., à la charge des

consommateurs, qui est immédiatement adoptée. En outre, la politique du plan de « redressement » ne résout rien tout en faisant rebondir les contradictions du système.

Elle n'est d'abord pas facile à mettre en œuvre très rapidement et de façon rigoureuse comme en témoignent les mesures transitoires appliquées sur le plan fiscal notamment.

Vers la croissance des prix

... et du chômage

Mais à supposer même qu'elle se développe efficacement, elle aboutit nécessairement à casser l'expansion. Car le développement de la demande extérieure se fera plus lentement que le ralentissement de la demande interne. En enrayant à terme l'expansion, cette politique risque d'affecter rapidement les intentions d'investir des entreprises et de compromettre ainsi la recherche d'une compétitivité accrue qui est pourtant un de ses objectifs fondamentaux.

Il n'est même pas sûr que ce ralentissement rétablisse la « confiance » des détenteurs de capitaux, car les délais nécessaires au rétablissement de la balance courante des échanges et l'instabilité permanente du système monétaire international restent deux facteurs objectifs susceptibles de faire renaître la spéculation contre le franc.

Ces facteurs peuvent d'ailleurs être renforcés par une autre conséquence de cette politique. Celle-ci, fondée sur un objectif de déflation, mais utilisant paradoxalement des techniques favorisant les tensions inflationnistes internes (hausse de la fiscalité indirecte), va en effet réussir à la fois à accroître le chômage et à augmenter les prix.

VIE militante

La formation signe de santé

Philippe Guyot

Si, pour tous les secteurs du Parti, l'année 1968 a été une année de dures batailles et de test pour leur action, c'est peut-être le secteur formation qui aura connu les plus grandes difficultés, mais aussi les plus riches enseignements. Disons, tout de suite, ce qu'une telle situation peut avoir de réconfortant. Les activités de formation trouvent en effet leur source dans l'expression d'une demande quantitative bien sûr, mais aussi dans une pression qualitative liée au besoin de recherche sous toutes ses formes. Si l'une des caractéristiques de la social-démocratie en déclin est bien l'absence de toute recherche véritable, la relance d'une formation doctrinale dans le parti constitue un signe réel de vitalité, de santé.

Pourtant, si l'optimisme peut aujourd'hui se donner libre cours, la vérité oblige à dire qu'il n'en était pas de même, il y a à peine six mois. L'heure était aux bilans après les grandes luttes révolutionnaires de Mai et la campagne d'explication et de popularisation que nous venions de mener.

Au travers de son action, le P.S.U. avait considérablement élargi son influence et gagné des milliers de nouveaux militants. A l'image, trop classique et volontairement entretenue du Parti divisé en multiples fractions, il faudra désormais ajouter au recueil politico-

folklorique celle de ces nombreux camarades de la région parisienne qui ont dû, certains jours de mains, faire littéralement la queue en attendant qu'on puisse enregistrer leur adhésion. Mais, pour les responsables de la formation, cela s'apparentait à la quadrature du cercle. Comment, en si peu de temps, préparer tant de militants potentiels à la vie du Parti par une information appropriée ? Un tel projet ressortait d'autant plus de la gageure que notre Parti n'avait pas toujours compris l'importance du problème. Seules, une vingtaine de fédérations avaient inscrit la formation comme activité prioritaire dans leur plan de travail pour l'année 1968.

Des relais fédéraux insuffisants, une négligence certaine des nécessités de l'accueil, l'encadrement ayant par ailleurs souvent « explosé » sous le poids des nouveaux arrivants, c'est dans ce contexte que le Bureau National prit la décision d'organiser le maximum de stages d'été. La publicité en fut immédiatement assurée par **Tribune Socialiste** et par circulaires individuelles à tous les nouveaux adhérents des fédérations proches de Paris. Décision lourde de conséquence car elle stipulait que le recrutement se faisait globalement, sans tenir compte des avis ou de la sélection des organisations de base. Le risque était donc grand de voir

les sessions envahies par de nombreux camarades plus soucieux de parfaire leur culture générale que d'acquiescer des mécanismes d'analyse devant connaître une utilisation collective. Il semble bien que ce handicap fut écarté, à la fois du fait que les fédérations ont reçu ensuite la liste des stagiaires et parce que le projet des sept écoles réalisées était bien, outre d'amorcer une théorisation de la pratique vécue et sentie aux mois de mai-juin et de préciser les objectifs poursuivis, d'acquiescer plus d'efficacité dans les méthodes de recherche et d'action. Tous les animateurs ont insisté sur ce côté « agent-relais » des stagiaires devant propager autour d'eux les acquis qu'ils avaient retirés à Poissy. Toutes les informations recueillies depuis cet été montrent que ceci a été un phénomène général et que nous avons pu ainsi insuffler de nouveaux animateurs dans les fédérations du Parti qui se sont révélés très utiles à leur développement.

Sans doute, ces apports ont-ils été de niveaux différents. C'est ce qui résultait de la méthode choisie. Nous n'avons pas voulu inculquer aux stagiaires des vérités toutes faites et intangibles mais les faire participer à notre propre recherche, les amener progressivement à comprendre d'eux-mêmes les phénomènes économiques, les disparités régionales, les dimensions internationales, à appréhender seuls la genèse des événements politiques et sociaux que nous venions de vivre. Pour cela, nous avons banni toutes les formes passives, tout ce qui aurait pu recréer le type classique du rapport prof-élève mais nous avons cherché à former des militants, à les aider à formuler leur pensée, à exprimer leurs idées, à utiliser leurs connaissances. Ce souci des animateurs n'a pas toujours, il faut le dire, été parfaitement compris. Il y a encore beaucoup de camarades qui, consciemment ou non, souhaitent « apprendre » des questions de cours, « connaître » la pensée du parti. Et pour cela, ils semblent préférer l'audition de dirigeants nationaux, à la recherche collective en groupes. Certes, le secrétaire national du Parti comme d'autres membres du Bureau National et du C.P.N. ont largement participé aux sessions

mais avec toujours le souci de « cadrer » exactement l'état de la recherche et des préoccupations collectives, ce qui a parfois semblé dérouter nombre de nos camarades.

En définitive, 202 camarades auront participé aux stages d'été ; ce chiffre indique à lui seul la pression de la demande. Il atteint le double de celui de la meilleure « cuvée » précédente. Parmi eux, 40 % de femmes, c'est-à-dire un chiffre supérieur à celui de la proportion dans le Parti ; ceci est extrêmement positif mais ne va pas sans créer des problèmes car, à cette accélération de la « demande » féminine doit correspondre une réflexion sur les moyens spécifiques d'intégrer ce potentiel militant nouveau et précieux. Les stagiaires étaient jeunes : plus d'un tiers n'avait pas 25 ans. Si l'on ajoute qu'au même moment se tenait à Saint-Brieuc un stage « jeunes » et à Grenoble plusieurs sessions « étudiantes », il faut constater que plus de la moitié des camarades du Parti ayant utilisé des prestations de formation cet été étaient des jeunes au sens strict du terme.

Ajoutons que les enseignants étaient nombreux (près d'un tiers) mais que les employés, cadres et techniciens représentaient 19 % du total. Disons encore qu'un fort contingent d'étudiants ne saurait nous faire oublier la part réduite aux stages des ouvriers et des salariés agricoles, ce qui appelle, de notre part, un effort important pour élargir la composition des stagiaires. Au total, cependant, un bilan singulièrement enrichissant et qui promet pour l'année 1969 de nouvelles réussites en matière de formation.

Réunions Meeting

— 11 et 12 janvier : Session du Comité Politique National (C.P.N.).

Ordre du jour :

1. Discussion et adoption des thèses préparatoires au VI^e Congrès.

2. La stratégie du P.S.U. à l'Université.

— 14-15-16 mars.

VI^e Congrès National du P.S.U. à Dijon.

En bref

Une nouvelle section est née dans le bassin minier du Pas-de-Calais, à **Billy-Montigny**. Les dix premières adhésions ont été recueillies, essentiellement parmi les travailleurs.

Deux nouvelles sections d'entreprise dans la Fédération des Hauts-de-Seine :

— l'une à l'usine de produits chimiques **Kulmann**, à Levallois ;

— l'autre à l'entreprise électronique **T.R.T.**, au Plessis-Robinson.

En Seine-et-Marne, se constitue une nouvelle section à **Fontainebleau - Avon**, formée pour partie d'anciens militants rattachés à Melun et pour partie de nouveaux adhérents.

Dans les Yvelines, à côté de l'ancienne section de Saint-Germain, s'en constitue une à **Chatou, Le Vésinet, Croissy-sur-Seine**.

Nouvelle naissance de la **Fédération de Haute-Loire** ; aux militants d'Aurec - Pont-Salomon et à ceux de Brioude, s'ajoute la nouvelle section constituée au **Puy**.

Librairie de Tribune Socialiste

Tous ces livres sont en vente
à la Librairie de Tribune Socialiste

EDITIONS DU SEUIL

- *Le devoir de violence*, de Yambo Ouologuen (Prix Renaudot) 15,00 F
- *L'O.R.T.F., un combat*, de R. Louis 15,00 F
- *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*, d'Alain Touraine 21,00 F
- *Les Communistes*, d'Annie Kriegel 7,50 F
- *Ils accusent*, par l'U.N.E.F. et le S.N.E.Sup. (le Dossier complet de la répression) 9,00 F

EDITIONS JULLIARD

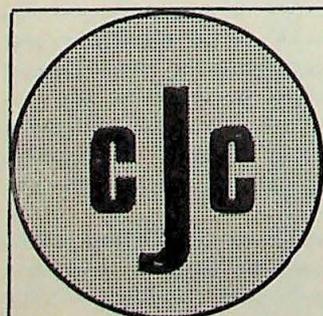
- *Le Laminage continu*, de Pierre Belleville 20,70 F

CENTRE D'ETUDES SOCIALISTES

- *Dialectique marxiste et pensée structurelle* (Débat entre Poulantzas, F. Chatelet, Marc Ferro sur les travaux d'Althusser) 12,00 F

EDITIONS GRASSET

- *L'Empire américain*, de Cl. Julien 25,00 F
- *Pour tout envoi postal, envoi franco (sans ristourne).*
- *Pour tout achat au siège de T.S. : ristourne 10 %.*
- *Adressez les commandes à T.S., 54, Bld Garibaldi, Paris 15^e. Paiement à la commande par chèque postal ou bancaire C.C.P. T.S. 58 26 65 Paris.*



Le CLUB JEUNESSE et CULTURE
vous invite au

SKI - DÉBAT EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Prochains séjours | 26 janvier 2 février
495 F | 16 février 23 février
comprenant | 2 mars - 9 mars

- Voyage par avion Orly - Orly
- Tour de ville à Prague
- Transfert aux Monts Métallifères

- Pension complète en chambre à deux lits
- Location et cours de ski, remontées mécaniques
- Rencontre avec la jeunesse tchécoslovaque.

Renseignements et inscriptions : 11, rue Vernier, Paris (17^e) - Tél. : 380-73-38
(Pas de restriction après la nouvelle législation sur les changes)
Se recommander de « Tribune Socialiste »



A.F.P.

(suite de la page 5)

Les Israéliens objectent volontiers qu'il n'y a pas de commune mesure entre le dynamitage de maisons préalablement évacuées ou la destruction d'avions vides sur un aérodrome et les attentats sur des personnes. A supposer même que les choses soient aussi claires, la question n'est évidemment pas là : elle est de savoir si la politique de la guerre préventive, de la représaille et de l'occupation peut contribuer en quoi que ce soit à la solution du problème.

Les anciens militants de l'Irgoun et du groupe Stern ne peuvent pas avoir oublié leur propre leçon : l'occupation et la répression ne fait jamais que renforcer la résistance, exalter les héros jusqu'à la dimension légendaire. La politique de Moshé Dayan rappelle fâcheusement la danse « au bord du gouffre » de Foster Dulles.

A la longue, la poursuite indéfinie de l'état de guerre ne peut finalement conduire qu'à une catastrophe pour Israël et vraisemblablement pour le monde. De succès militaire en succès militaire, Israël se trouverait en fait de plus en plus menacé. Il ne resterait plus alors d'autre

moyen pour desserrer l'étau : accepter le risque d'une guerre mondiale.

L'impérialisme dans les deux camps

Mais est-il besoin d'envisager le pire pour mesurer la nocivité du conflit actuel ? C'est dès maintenant que les Etats en cause se détruisent eux-mêmes, au seul profit des intérêts impérialistes et des éléments les plus réactionnaires de part et d'autre.

Les uns se représentent le combat d'un petit Israël socialiste ou socialisant contre un Islam féodal. Les autres voient Israël comme un champion de l'impérialisme en lutte contre le socialisme arabe. Mais la vérité est bien différente. Des forces de progrès et des forces conservatrices s'opposent dans chacun des camps et le plus grave, dans l'état de guerre, c'est qu'il conduit à mettre les premières à la remorque des secondes.

Dans les pays arabes comme la Syrie ou l'Égypte la lutte est loin d'être terminée entre les courants socialistes et la bourgeoisie urbaine, mercantile et bureaucratique, incrustée dans

l'appareil de l'État et dans les rouages même des pays. Pour les autres pays arabes, comme le Liban, la Jordanie ou l'Arabie séoudite le problème ne se pose même pas. L'union sacrée contre Israël assure la survie des institutions capitalistes et quelquefois même pré-capitalistes les plus vétustes. Dans les uns comme dans les autres, les dépenses militaires écrasantes (près de 10 milliards de dollars depuis le début du conflit) rendent impossible tout développement économique et social. Que d'écoles, que d'hôpitaux, que d'usines auraient pu être construits avec ces milliards !

Mais en va-t-il autrement en Israël ? Un récent rapport de la banque Centrale montre clairement qu'il ne reste pas grand chose des aspirations socialistes des premiers pionniers. Le secteur capitaliste privé représente aujourd'hui 51 % de l'agriculture, 54 % du commerce et 80 % de l'industrie. Les syndicats ouvriers (Mistadrout) détiennent une part importante du capital mais pratiquent une gigantesque « participation » avec le capitalisme international. Des usines importantes, notamment dans l'industrie chimique, sont cédées au secteur privé.

On a beaucoup parlé, dans la grande presse, du fameux « Congrès des Millionnaires » de 1968, apportant l'appui de la finance internationale (« juive » et « non juive ») à Israël. On sait moins que les millionnaires en question ont demandé de nouveaux dégrèvements d'impôt et des dividendes garantis pour leurs investissements.

Rien aujourd'hui, mais demain ?

Certains de nos camarades arabes voient dans la guerre contre Israël le moyen de mobiliser les forces de progrès dans leurs pays, dans l'élimination d'Israël en tant qu'État. Le moyen de lever l'obstacle principal sur la voie du socialisme arabe. Nous leur disons franchement que nous ne le croyons pas. Nous pensons au contraire que la guerre elle-même est un obstacle à leur développement et que c'est le renforcement de la lutte de classe pour le socialisme, à l'intérieur de leurs propres pays, qui peut mettre fin aux inégalités de développement entre Israël et le monde arabe et poser, par là-même, d'une façon toute différente la question des rapports entre eux.

A nos camarades israéliens nous disons aussi que leur sécurité et leur reconnaissance en tant qu'État dépend aussi de leur lutte contre les courants chauvinistes et annexionnistes. Nous apprécions à cet égard — tout en regrettant leur participation au gouvernement dont nous croyons qu'ils surestiment l'efficacité — l'action qu'ils mènent contre l'annexion de territoires arabes et contre la politique de répression.

Sur le plan international, la résolution des Nations Unies prise dans son ensemble peut constituer une base positive de discussion — directe ou indirecte, cela n'est plus un préalable pour personne. Elle implique à la fois la reconnaissance de l'État d'Israël et du droit des réfugiés palestiniens, la sécurité des frontières et de la navigation et le rejet de toute annexion territoriale ou de toute garnison militaire sur un territoire étranger.

De tels rappels peuvent sembler chimériques alors que l'on s'interroge sur les possibilités d'une reprise de la guerre. Il n'y a pourtant rien d'autre à dire et notre modeste mérite est de l'avoir dit dans les mêmes termes à nos interlocuteurs arabes et israéliens.

Par-delà les modalités diplomatiques, le fond du problème est qu'il n'existe aucune solution, dans le cadre actuel, c'est-à-dire dans le cadre de l'impérialisme et du capitalisme, à l'affrontement des justes aspirations de deux peuples. Le dépassement de cet affrontement lui-même dépend des évolutions intérieures plus que des colloques internationaux.

La clé du problème, si elle existe, est entre les mains des forces socialistes de part et d'autre. Ce qui paraît impossible aujourd'hui peut être demain l'évidence.

Thieu et Ky doivent quitter Saïgon

Charles Tadel

Curieuse conférence que celle de Paris : elle ne se réunit pas, mais en même temps elle « avance » ; les « alliés » n'y cachent plus leurs querelles, et les « ennemis » aimeraient bien se rencontrer plus souvent, pour parler d'affaires sérieuses ; la guerre continue, mais des officiers américains se laissent prendre en photo sous le drapeau du F.N.L. : ils ne le saluent pas, mais ne demandent pas non plus qu'il soit amené...

Une remarque tout d'abord : depuis deux mois, Saïgon n'arrive pas, dans cette joute diplomatique, à prendre une seule initiative. Le 31 octobre, le président Johnson met fin aux raids contre le Nord. Il s'est auparavant entendu avec Hanoï, mais non avec ses protégés du Sud. Quelques jours plus tard, Mme Binh arrive en France, à la tête d'une première délégation des maquis. Pendant un mois, les télévisions américaines n'auront de films que pour elle, puisque, à Saïgon, les généraux palabrent, espèrent jouer Nixon contre Johnson, Johnson contre Clifford, le haut-commandement américain contre Harriman. En vain : les Américains peuvent être désunis — ils le sont — mais pas au point, même pour les durs d'entre eux, de faire passer les états d'âme du général Thieu avant les intérêts nationaux des Etats-Unis. Lorsque le général Ky arrive enfin en France, il a droit à quelques articles, quelques regards, mais non aux égards théoriquement dus à son rang. D'ailleurs, son rang, il le doit à l'étranger, il le sait et son nationalisme officiel fait sourire. Il retrouve d'ailleurs très vite sa véritable place : dans les pages en couleur de « Paris-Match », pour lequel pose sa femme, en robes venues de chez les grands couturiers.

Vous n'existez pas

Pour le F.N.L. et Hanoï, l'arrivée de Ky et de ses amis à Paris — ils ne sont d'ailleurs pas tous ses vrais amis — est importante : Saïgon a dû admettre, sur pression américaine, elle-même résultat de la pression des faits, que les combattants de l'armée de libération existent. Pour un gouvernement comme celui de Saïgon, accepter cela, c'est déjà se condamner. On comprend les hésitations de cette équipe à venir à Paris : il s'agit d'un suicide politique. Et le Front comme Hanoï n'hésitent plus à le dire : ils ont laissé Saïgon prendre son temps, se déconsidérer aux yeux des Américains et de l'opinion publique, et, une fois que Saïgon dépêche ses émissaires, les délégués révolutionnaires affirment : « **Nous sommes prêts à dis-**

cuter en votre présence, c'est-à-dire avec vos maîtres. Mais il faut être sérieux. Vous n'existez pas. Cédez la place à d'autres Sud-Vietnamiens à Saïgon, et alors il sera possible de négocier. » On notera que, fait assez incroyablement, les Américains n'ont pratiquement pas réagi à cette insulte diplomatique, qui est aussi vérité politique. Que n'ont-ils cependant pendant des années répété que le régime saïgonnais était légal, constitutionnel, bref vietnamien. Aujourd'hui, Washington semble avoir compris. Et, conservant toujours l'offensive politique, le F.N.L. et Hanoï lui soufflent la solution : avant de pouvoir former à Saïgon un gouvernement dit d'union nationale, il y aura une autre transition, celle du « cabinet de paix ». Aux Américains de jouer : en provoquant les glissements nécessaires, pacifiques ou non, avec ou sans putsch, avec de l'argent de toute façon. Ils sont en tout cas persuadés maintenant que la paix ne se fera pas avec des hommes comme Thieu et Ky.

Pour quoi, pour qui mourir

Ils se trouvent d'autre part contraints, sans que l'on sache si cela les gêne ou les arrange secrètement, d'effectuer des gestes publics dont les modalités sont décidées par le Front de libération. La libération de trois prisonniers américains dans la région de Tay-Ninh, le 1^{er} janvier, a mis face à face des officiers américains et « vietcongs ». Washington n'a cessé de répéter que l'armée du Front n'existe pas, ou n'existerait pas sans l'aide de Hanoï. Peu importe. Le fait est que ce sont bien des émissaires de l'armée du F.N.L. que les officiers américains ont rencontrés, et d'autres entrevues du même type pourraient avoir lieu. Saïgon avait déclaré que des saufs-conduits seraient accordés aux délégués du Front afin de permettre la libération des prisonniers : Saïgon manque d'humour, car ce sont ses délégués à lui qui, s'ils y étaient admis, auraient besoin de laissez-passer pour se rendre dans ce secteur proche de Tay-Ninh... Mais Saïgon doit se justifier, car on imagine l'effet que ce type de rencontre peut avoir sur ses troupes. Pourquoi, pour qui mourir lorsque, dans la presse de Saïgon, est publiée une photo montrant des officiers américains palabrant, à 80 kilomètres de la capitale — un saut de puce en hélicoptère — sous l'emblème du Front de libération ?

D'autres signes de cette offensive du Front et de Hanoï pourraient être commentés : Tran Buu Kiem, chef de la délégation du Front, a été reçu par Michel Debré,

ce qui est logique, mais vexant pour Saïgon. Les Américains ont dû se rendre à l'évidence proclamée par le F.N.L. : personne ne peut empêcher les maquisards de parler en leur nom propre et de le dire, sans se confronter avec Hanoï. Et le général Ky lui-même n'a-t-il pas fini par déclarer que le Front est « une réalité » ? Une réalité qui tend à officialiser son pouvoir politico-administratif en multipliant sur le territoire sud-vietnamien des « comités révolutionnaires » de province.

Et la guerre dans tout cela ? Elle se poursuit, mais comme si elle se survivait. L'époque est terminée des grandes opérations américaines, des offensives à grand spectacle. Les B-52 larguent chaque jour leurs mille ou mille cinq cents tonnes de bombes dans la région de Saïgon. Le Front harcèle les bases. On a l'impression d'une routine. On est probablement loin encore du cessez-le-feu, mais on n'est plus à la veille de tentatives de reconquête. Et pourquoi les



A.F.P.

Américains dégarnissent-ils de plus en plus le sud de la zone démilitarisée ? Pourquoi ont-ils abandonné la base d'artillerie baptisée Camp Carroll ? Explication officielle : afin de donner une plus grande mobilité aux troupes. Il pourrait y avoir d'autres raisons.

Le début de la retraite

Il reste que, si même les Américains commencent discrètement un resserrement de leurs forces, ils n'ont pas encore fait la promesse d'un retrait à terme de toutes leurs troupes. Or, il est évident que les Vietnamiens n'accepteront pas de voir demeurer sur leur territoire un « Guantanamo », qui aurait nom Cam-Ranh ou Da-Nang. Ils n'ont pas la naïveté de croire que les G.I.'s peuvent partir en quelques mois, mais ils entendent obtenir de Washington un engagement de retrait total. L'une des questions délicates que la conférence aura à régler sera celle du statut des forces étrangères une fois décidé le cessez-le-feu, leurs relations avec les troupes saïgonnaises qu'il faudra bien implanter quelque part, et avec le gouvernement provisoire qui sera mis en place à Saïgon.

Ce n'est là qu'un des problèmes épineux que les délégués à la conférence de Paris devront régler. En attendant, les débats bilatéraux, entre Ha Van Lau et Cyrus Vance, portent sur la forme de la table. Sujet d'humour facile pour beaucoup, mais qui recouvre pourtant



A.F.P.

une affaire sérieuse. Il semble d'ailleurs que dans ce domaine comme dans d'autres les Américains soient moins intransigeants que leurs amis saïgonnais. L'histoire contemporaine du Vietnam du Sud autorise en tout cas le Front de libération à exiger sa place à lui ; son total accord avec Hanoï n'empêche pas qu'il ait mené sa lutte, qu'il ait sa direction, ses cadres, ses comités populaires. On ne sait trop pourquoi — ou plutôt on ne le sait que trop — Washington a pendant

des années affirmé que le Front n'était qu'une créature du Nord. Affirmation absurde, car si l'entente est parfaite au sujet du programme, autant dire que le Nord est une créature du Front... En fait, là aussi, les Américains ont amorcé leur « décrochage » : lorsque Kissinger, conseiller spécial de Nixon, écrit que les affaires du Sud doivent être réglées entre Sudistes, c'est-à-dire entre le Front et le gouvernement de Saïgon, il ne s'aligne pas sur le plan des maqui-

sards, mais il fait pourtant un « morceau du chemin » en reconnaissant au Front une existence réelle de mouvement politique (et militaire) capable de prendre en charge, seul ou avec d'autres partis ou groupements, la direction de la zone méridionale du pays. Et, lorsque ce même Kissinger écrit que les questions militaires concernant l'ensemble du pays peuvent être réglées entre Américains et Nord-Vietnamiens, il recoupe un point de vue déjà exprimé par des

émisaires de Hanoï selon lesquels le Nord peut, à la conférence, traiter d'affaires concernant l'ensemble du territoire et du problème, le Front étant habilité à négocier pour ce qui a trait au Sud du pays. Ce qui, soit dit en passant, constitue une interprétation au moins aussi cohérente que d'autres des accords de Genève de 1954. Tant il est vrai que juridiquement il n'existe qu'un seul Vietnam et que son seul gouvernement valable est celui de Pham Van Dong.

Affirmer ceci en revient évidemment à ne pas accorder de sérieuse réalité aux autorités de Saïgon et, comme le disent Hanoï et le F.N.L. à ne considérer le futur régime révolutionnaire du Sud que comme un système provisoire permettant à la zone méridionale d'évoluer, pendant quelques années, afin de se mettre à l'unisson politico-social du Nord et de réunifier avec lui. Ce qui en revient à donner des arguments supplémentaires à ceux qui affirment que le vrai démarrage des négociations passe par un changement politique à Saïgon. C'est une banalité que de le dire. Lorsque les Américains en seront tous persuadés, lorsque par exemple Dean Rusk, qui n'a toujours rien compris, aura cédé la place au département d'Etat, cette évolution sera possible. Washington a les moyens de modifier la composition des cabinets à Saïgon. Et pas seulement les moyens, mais aussi l'habitude. Ses agents bien tranquilles en poste au Vietnam du Sud pourraient reprendre pour un temps du service. Une fois encore. Pour la dernière fois. Ensuite, les Vietnamiens seront libres. Pour la première fois.

Apartheid : vers la conférence de Khartoum

L'Afrique australe, qui est depuis longtemps l'une des zones les plus sombres du monde actuel, du fait des régimes de ségrégation raciale et de l'exploitation dont sont victimes près de 20 millions d'Africains, est en train de devenir une région explosive où se joue l'avenir de tout le Continent africain.

L'oppression colonialiste de type classique exercée par le Portugal — soutenu par les nations de l'O.T.A.N. — et l'esclavage organisé par les régimes de minorité blanche raciste en Afrique du Sud et en Rhodésie — qui bénéficient de l'appui apporté sous de multiples formes par les gouvernements qui sont leurs partenaires commerciaux, parmi lesquels les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et la France — ont contraint les peuples de ces pays à se soulever et à mener dans de

très nombreux points une guerre de libération nationale.

C'est dans ces conditions que des organisations internationales ont lancé un appel en vue d'une Conférence de soutien aux Mouvements de Libération des colonies portugaises et de l'Afrique australe, appel auquel s'est associé le Comité Français contre l'Apartheid.

Cette Conférence se tiendra à Khartoum du 18 au 20 janvier 1969.

En vue de la préparer, une réunion a eu lieu à Paris le 17 décembre 1968. Les participants, en leur nom personnel ou au nom de leurs organisations :

— se solidarisent avec le Comité Français contre l'Apartheid dans son double effort d'information auprès de l'opinion publique française (généralement igno-

rante de ce problème et des dangers qu'il comporte), et de soutien et d'aide aux détenus politiques, aux victimes de l'apartheid et à ceux qui luttent pour leur liberté ;

- protestent plus particulièrement, en tant que citoyens français, contre l'appui militaire, économique et politique du gouvernement français aux régimes d'oppression colonialiste et raciste du Portugal et de l'Afrique australe ;
- protestent contre l'attitude d'abstention des principales puissances occidentales et notamment de la France, lors du vote récent à l'O.N.U. des résolutions exigeant la fin du colonialisme portugais en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau, et l'abolition en Afrique du Sud et en Rhodésie du régime de discrimination raciale ;
- expriment leur soutien actif à la Conférence de Khartoum, qui doit préciser les moyens les plus efficaces pour mener — particulièrement en Europe — une lutte dont dépend l'avenir

de toute l'Afrique, et qui concerne l'humanité tout entière.

L'opinion publique mondiale peut jouer un rôle essentiel pour ces Mouvements de Libération africains, dans la lutte qu'ils mènent contre des forces infiniment supérieures, pour assurer eux-mêmes la reconnaissance des droits et de la dignité des populations qu'ils représentent.

Les soussignés décident d'envoyer le texte de cette déclaration de soutien au plus grand nombre possible d'organisations et de personnalités susceptibles de s'y associer.

Parmi les premiers signataires, citons :

M^e Renée Stibbe, M^e Joe Nordmann, Pasteur L'ochard, Pierre Villon, M^e Matarasso, M^e Hermantin, Robert Davezies, M^e J.-J. de Félice, Elisabeth Mathiot, Daniel Antononi, Laurent Schwartz, Prof. Th. Monod, J.-M. Hermann, B. Boudouresques, Dr Crozier, Prof. Farandjis, Mlle Pontheil, H. Grosjean, Claude Glayman, Ed. Depreux.

Brésil

le cinquième acte

Claude Rendel

Cinq ans de dictature militaire, cinq « actes constitutionnels » : le dernier, celui du Maréchal Costa e Silva, « troupier » de 66 ans au visage lourd et larmoyant, a fait du Brésil, depuis le 14 décembre dernier, le pays au monde où la base socio-politique du régime est la plus étroite. L'armée ou plutôt ses castes dirigeantes, sont désormais rigoureusement seules au pouvoir.

François Peloux, chef du bureau de l'A.F.P. à Rio, résumait la situation en écrivant le 16 décembre : « Les militaires vont tenter de relancer la révolution de 1964 qui n'avait abouti à rien ». C'est cette inefficacité qui a abouti à cette « révolution dans la révolution » d'un nouveau genre que les partisans de la « Linha dura » ont imposée. Dissolution du Congrès, suspension ou censure pour toute la presse, pleins pouvoirs au Président Costa e Silva.

Deux clans se partagent le pouvoir effectif. D'un côté celui « de la Sorbonne », ainsi que l'on surnomme avec une ironie amère dans les cercles intellectuels brésiliens, l'École de Guerre de Rio de Janeiro : c'est là qu'a été forgée la théorie de « sécurité nationale » dont l'un des credos est de considérer que « les pays sous-développés doivent aider l'Etat-leader du monde chrétien à défendre la civilisation en lui fournissant des matières premières ». Contre lui, l'actuel ministre de l'Intérieur, Albuquerque Lima, dont le fascisme est plus teinté de nationalisme et qui est notamment appuyé par une partie de la bureaucratie, au sein notamment de

l'entreprise nationale des pétroles, Petrobras.

Comme les Grecs

Cette lutte interne, comparable sur certains points à celle qui se déroule au sein de la junte des colonels grecs, n'aurait aucun intérêt si les milieux économiques des Etats-Unis n'en suivaient le déroulement avec attention. L'influent « Business Week » commentant l'acte constitutionnel du 14 décembre, écrivait que « Les hommes d'affaires américains devront se montrer prudents quant à leurs projets d'investissements au Brésil, pour le moment ». L'hebdomadaire américain estime en effet que la politique de développement économique du régime brésilien « pourrait prendre un tour plus nationaliste ». Pourtant, on sait aux Etats-Unis que les militaires brésiliens n'ont d'autre chance de se maintenir quelque temps au pouvoir qu'en favorisant plus encore l'investissement étranger, y compris dans les secteurs restés jusqu'à présent sous la coupe d'organismes d'Etat, comme le pétrole ou les mines. De la même façon, on peut penser que les réticences du Brésil à la constitution d'un véritable marché commun douanier en Amérique Latine seront moins vives dans les mois à venir : les militaires au pouvoir ont le plus grand besoin de la bienveillance des milieux capitalistes des pays voisins. Et surtout, comme le proclamait dès le mois de mai 1968, un manifeste lancé par un groupe d'officiers, « seule une alliance du pouvoir militaire et du haut patronat peut sortir le Brésil de l'impasse où il se trouve ». Pour que cette alliance se réalise, il ne faut pas seulement rassurer les compagnies américaines déjà présentes ou susceptibles d'investir au Brésil : il faut aussi que ne soit pas effarouchée trop longtemps la bourgeoisie nationale.

Divisions de droite

Ce raidissement fait suite à une longue période d'hésitations et de tentatives pour constituer une sorte d'union nationale. Mais face à la montée des luttes ouvrières et étudiantes, une partie de la droite a protesté contre les excès de la répression, l'apparition de polices plus ou moins officielles qui sèment la terreur, au nom d'une idéologie de plus en plus coupée des réalités politiques et économiques du pays. Les militaires prétendent faire régner l'ordre au nom de la civilisation chrétienne,

mais il se trouve des milieux catholiques de plus en plus larges pour proposer une orientation qui soit plus conforme à l'esprit du Concile. Sans parler même de la frange révolutionnaire qui s'est révélée au sein de l'Eglise brésilienne, on peut parler d'une évolution importante de la bourgeoisie catholique.

Si cette fronde existe, si une fraction croissante de la bourgeoisie nationale, sans se proclamer solidaire des forces révolutionnaires, s'est permis de défier la dictature militaire en refusant la levée de l'immunité parlementaire d'Alves, obligeant ainsi la caste au pouvoir à dissoudre le Congrès et à renforcer encore la répression, c'est parce que le temps des illusions économiques est passé. Depuis plusieurs mois, le Brésil était

millions de cruzeiros, soit le double que pour la période correspondante de 1967. Pour la classe ouvrière, l'année 1968 s'est soldée, comme les deux précédentes, par une nouvelle dégradation de son pouvoir d'achat.

Dans ces conditions, les appels des militaires à l'austérité, malgré l'étroit contrôle exercé sur les syndicats encore tolérés, n'ont reçu d'autre réponse que la multiplication des mouvements de grève, avec, le plus souvent occupation des usines. En d'autres temps ces luttes ouvrières auraient été réprimées dans l'indifférence générale : mais il y avait la recrudescence de l'agitation étudiante, l'apparition d'un climat de mécontentement dans la bourgeoisie (on a compté 297 faillites par mois en 1968 et 330 par mois en 1967), la montée de la contestation dans les



Agip

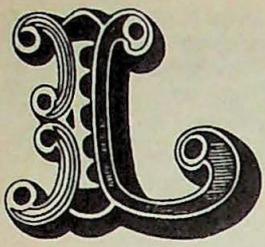
retombé dans le cycle de l'inflation galopante. En 1967, la junte était parvenue à ramener le taux de l'inflation par la hausse des prix à 25 %, contre 40 % et plus les années précédentes. Mais dès l'été 1968, il apparut que le répit était passé. En juillet, le coût de la vie a augmenté de 15,2 % dans l'Etat de Sao Paulo, portant l'accroissement à 33 % pour les six premiers mois de l'année. Les réajustements du Cruzeiro devinrent une habitude, tandis que les réserves d'or et de devises tombaient, dès le mois de juin, à 234 millions de dollars, leur niveau le plus bas depuis 1963. Enfin, et surtout, le fisc s'est fait, en 1968, particulièrement pesant : pour les sept premiers mois de l'année, l'impôt fédéral sur les produits industriels (impôts indirects répercutés sur les prix) a rapporté au Trésor 2,60

milieux catholiques, la réalité enfin du terrorisme (avec les coups de main des hommes de Marighella, dissident du P.C. de Prestes) et du contre-terrorisme les « Commandos de Chasse aux Communistes » et les paras du bataillon « Parasar »).

Incapables de tenir leur promesse de redresser durablement la situation économique, contraints de réprimer de plus en plus durement les différentes manifestations du mécontentement général, coupés de couches de plus en plus larges de la bourgeoisie, les militaires vont essayer de gouverner seuls. « Nous ferons des révolutions aussi souvent qu'il le faudra », a déclaré Costa e Silva au lendemain de son « cinquième acte » : mais ce pourrait bien être le dernier de sa tragi-comédie.

vos communications intérieures et extérieures s'accélèrent...

Faites connaissance avec l'équipement le plus moderne et le plus sûr : l'offset de bureau GESTETNER. Dans une des 35 succursales Gestetner, vous pourrez toucher du doigt la qualité de reproduction, la simplicité de conduite, la rapidité des tirages et changements.
→ Voulez-vous vous joindre aux responsables industriels, commerciaux et administratifs que nous convions à nos stages-éclairés ? Dans une ambiance détendue, vous pourrez vous faire une opinion.
Demandez votre invitation personnelle à Gestetner - Service 250 - 71, Rue Camille Groult, 94-VITRY. Tél. : 482-47-85.
→ « Communiquer plus et plus vite » c'est le titre de la documentation que Gestetner a établie à votre intention. Demandez-la au Service 687.



Henri Lefebvre : Changer la vie

« Pendant les manifestations, Paris change et c'est Paris retrouvé : les paysages, les rues, le boulevard Saint-Michel débarrassé des autos, redevenu promenade, devenu forum ». « Fête et combat » : Henri Lefebvre analyse le mouvement de mai (1) avec le souci permanent de situer le débat politique au niveau du vécu quotidien.

Livre fougueux, tout aussi implacable avec la gauche traditionnelle qu'à l'égard de notre « société bureaucratique de consommation dirigée ».

Au départ, une constatation : mai a apporté un démenti cin-

glant aux « théoriciens » qui démontreraient la disparition de la lutte des classes et à ceux qui, en même temps que se déroulaient les premières manifestations étudiantes, « embaumaient Marx à l'UNESCO, au cours d'une solennelle cérémonie commémorative ». L'édifice théorique construit par Marx reste solide. Mais il faut le compléter. Car ce qu'a aussi montré mai, à travers la contestation de toutes les idéologies, c'est « un besoin théorique intense qui se fraie son chemin ». Il faut une analyse spécifique de la réalité française, des contradictions nou-

velles qui viennent enrichir et compliquer celles qu'analysa Marx.

L'état mégalomane

C'est cette analyse qu'esquisse Henri Lefebvre en commençant par l'Etat. Depuis Marx et Lenine, sa nature s'est modifiée, démesurément boursoufflée. Aujourd'hui, « il plonge dans les profondeurs de la société entière ». Il est état-patron, doté d'une immense puissance idéologique, avec le contrôle de l'information, l'orientation de la recherche scientifique et de l'université.

« Il s'ensuit de curieux phénomènes de décomposition, sorte de dépérissement avant la lettre d'un Etat trop fort, trop gros, mégalomane, mégalo-céphale, monstre de rationalité bornée ». Entre ce pouvoir politique concentré et la « société civile » des citoyens, c'est le vide. « Il n'est plus de vie politique que la vie cachée du pouvoir ». Ce vide, la contestation le remplit et si « la rue devient lieu politique, c'est l'indication du vide politique dans les lieux spécialisés. »

Ce hiatus entre le pouvoir et la communauté des citoyens, ce fut sa faiblesse. Ce qui explique le spectaculaire « effondrement des superstructures de cette société, déjà rongées par l'usage et l'abus du pou-

voir ». Cet écroulement, consommé pendant quelques jours en mai, le pouvoir tente maintenant d'éviter son retour en reprenant à son compte les « grands mythes obsessionnels » : participation, intégration. Mais son paradoxe, sa contradiction, c'est qu'il veut imposer « d'en haut » ce qui ne peut naître que « d'en bas ».

Dépasser la contestation

Face à ce pouvoir, dont la forme même fait la faiblesse, Henri Lefebvre distingue trois catégories de « volontés politiques ». D'abord celle des archaïques, des bien-pensants qui « n'agissent guère, sinon méchamment. Ils sont entraînés, poussés en avant » (comme à la Concorde !). Puis il y a les « modernistes », le parti du progrès (« terme à prendre avec le maximum d'ironie possible », précise l'auteur !); « Ce sont les récupérateurs par excellence du mouvement qu'ils n'ont pas provoqué mais dont ils mesurent l'intérêt ». Ils regroupent indistinctement les gens du centre libéral, l'aile marchande du capitalisme français et les « maoïstes » orthodoxes. Il y a enfin les « possibilistes », ceux qui veulent explorer le champ des possibles pour « changer la vie », et dont la contestation a rempli momentanément le vide.

Mais il leur faut maintenant dépasser le stade de la contestation par une élaboration théorique. Faute de quoi, le « désespoir l'emporte ». C'est pour eux — pour nous — qu'Henri Lefebvre pose les jalons d'une analyse actuelle. A l'hypertrophie de l'Etat s'ajoute les phénomènes nouveaux liés à l'urbanisation. « Dans l'espace social et politique, les lieux de production n'ont pas perdu toute importance. Loin de la (...). Pourtant, l'intérêt et l'importance se déplacent vers les centres de décision (savoir et pouvoir, information et accumulation des richesses comme des techniques). C'est là un phénomène urbain par excellence. « C'est pourquoi l'auto-gestion, dont M. Lefebvre parle longuement, ne peut se limiter aux lieux de production. C'est là qu'elle est mise en marche, mais elle doit s'étendre à tous les « lieux sociaux », partout où il y a des usagers. Car « l'auto-gestion montre la voie d'une transformation de la vie quotidienne. »

Autant de thèmes et de réflexions qui trouvent leur place exacte dans un débat théorique qui est le nôtre.

(1) « L'irruption de Nanterre au sommet », Editions Anthropes, 15, rue Racine, Paris-5^e

Dans « Peut-on être communiste aujourd'hui ? », Garaudy se montrait à la fois émouvant (lorsqu'il rappelait ses origines prolétariennes), amusant (lorsqu'il parlait de ses débuts de militant au P.C.F.), irritant (lorsqu'il prétendait justifier certaines positions passées en faveur du stalinisme, du pacte germano-soviétique à l'écrasement de la révolte hongroise), convaincant (lorsqu'il dénonçait l'évolution bureaucratique du socialisme soviétique trop optimiste quant aux chances de réformes en U.R.S.S.). Mais on ne peut contester la lucidité de celui qui laissait prévoir à la fin de son livre la grande révolte de la jeunesse dans notre société qui n'est plus une société de pénurie.

Ce thème de la jeunesse qui, aujourd'hui, « tend à devenir une force objectivement révolutionnaire » (selon l'expression d'un dirigeant communiste espagnol) et repris par Garaudy dans sa préface à « Pour un modèle français du socialisme ». Il a été magnifiquement illustré en mai, en premier lieu par les étudiants. Sans doute, Roger Garaudy note leurs tendances au gauchisme mais nous serons d'accord avec lui, rejetant toute analyse mécaniste des origines sociales, pour considérer que le « mouvement ouvrier et le mouvement des étudiants sont les moments d'une même totalité ».

Autre thèse importante : le rôle que l'auteur attribue à ce que nous avons appelé au P.S.U. « les couches nouvelles », c'est-à-dire « les ingé-

nieurs, cadres et techniciens dont l'exigence de rationalité et d'efficacité vient buter contre les rapports capitalistes de production ». Ces couches sont distinctes des « classes moyennes » traditionnelles que le P.C.F. a souvent flattées exagérément et dont Garaudy souligne les oscillations.

Troisième thèse que contredit une certaine phraséologie radicale-socialiste du parti de Waldeck : « Ce serait une erreur meurtrière de confondre la voie pacifique vers le socialisme avec la voie parlementaire », le déclin du Parlement accompagnant celui du capitalisme libéral qui lui a donné naissance. Aussi bien une grande « grève nationale » (du type de celle de mai 68), qui n'est pas la grève générale rêvée par les anarcho-syndicalistes, peut-être dans un pays hautement développé « l'un des moyens les plus efficaces d'une transformation radicale de la société » (notamment d'une transformation qualitative des rapports entre le salariat et le patronat). Par contre, sur le plan proprement politique, on peut regretter que Garaudy ne dise rien des changements apportés par l'élection présidentielle et demain par les institutions régionales.

... et ceux de Prague

On sait pourtant combien Garaudy est attentif aux traits spécifiques de la marche au socialisme dans les différents pays. Au point de vouloir expliquer les erreurs des commu-

nistes chinois par certaines caractéristiques de l'histoire de leur pays (3).

Il montre « a contrario » comment une imitation simpliste du « modèle soviétique » avait abouti à un échec économique et politique en Tchécoslovaquie : à une accumulation de produits invendables à l'intérieur, à une perte des marchés extérieurs, à une « dépolitisation » des masses. Il montre que l'intervention soviétique n'était pas une « erreur » ou « une folie » mais la conséquence d'un dogme « identifiant le socialisme avec le seul modèle historiquement réalisé en Union soviétique ».

Et nous ne sommes pas sûrs, hélas ! que la « fermeté du peuple tchécoslovaque, de son Parti Communiste, de ses dirigeants et d'Alexandre Dubček » suffisent à « imposer le respect de la souveraineté du pays ». Contre les tanks et la police secrète, la résistance passive a ses limites, de même que les barricades ont les leurs face à une armée moderne.

Cela ne nous conduit pas à sous-estimer la valeur de l'expérience tchèque si tragiquement interrompue. Roger Garaudy a tout à fait raison d'écrire que « ni la Tchécoslovaquie, ni l'Union Soviétique, ni la Chine, ne sont l'avenir de la France » mais que le socialisme de la Tchécoslovaquie « construit à partir d'un pays dont le développement technique, économique et social, était très avancé, présentera

probablement des analogies plus grandes avec le modèle français que tout autre modèle actuellement existant ».

Reste à savoir dans quelle mesure les idées du franc-tireur » Garaudy pèsent sur les décisions du P.C.F.

(1) Collection Idées actuelles N.R.F.

(2) Grasset, édit.

(3) Le problème chinois (Seghers, édit.)

A lire

ATAHUALPA YUPANQUI, le célèbre guitariste argentin d'origine indienne, n'était jusqu'à présent pas connu chez nous pour son œuvre poétique. « **Airs Indiens** », que l'éditeur Pierre-Jean Oswald publie en édition bilingue (traduction de Sarah Leibovici), dans une nouvelle collection « La poésie des pays ibéro-américains », dirigée par Claude Couffon, est en effet son premier recueil traduit en France. Il paraît au moment où Atahualpa Yupanqui se produit au Théâtre de la Renaissance et où deux de ses disques sortent au « Chant du Monde ». Ce livre sera suivi, dans la même collection, début 1969, par la première édition en langue française du grand poète cubain Roberto Fernandez Retamar : « **Avec les mêmes mains** » (traduction de René Depestre, préface d'Alejo Carpentier).

Roger Garaudy et la voie française du socialisme

Maurice Combes

Sous le titre « pour un modèle français du socialisme » (1), Roger Garaudy reprend les thèses exposées dans un précédent livre : **Peut-on être communiste aujourd'hui ?** (2) mais en les complétant par une importante préface consacrée aux événements de mai et à l'expérience Tchécoslovaque (qui fait aussi l'objet d'un chapitre spécial).

Semaine de T. S.

Cinéma et Politique

Jean-Luc Pouillaude

Du 29 janvier au 4 février, au Studio 43 (43, rue du Faubourg-Montmartre), « Tribune Socialiste » organise sa première semaine de cinéma. Nous sommes heureux que cette manifestation se déroule dans le cadre du C.N.P. (Cinéma National Populaire), animé par Jean Collet. En effet, le C.N.P. est la seule structure, intermédiaire entre les cinémas Art et Essai et les ciné-clubs, à avoir réussi à briser le carcan commercial de la distribution. Si nous sommes favorables à l'actuelle formule du C.N.P., ceci n'empêche d'ailleurs pas qu'elle puisse et doive être améliorée dans le sens d'une démocratisation encore plus grande.

Le sens immédiat de cette semaine cinématographique est directement politique. C'est le critère premier qui a présidé au choix des films. Face à l'empire de plus en plus étouffant et sclérosant d'une idéologie bourgeoise, produit des normes capitalistes, qui commande la production (autorita-

Gatti interdit

L'interdiction de la pièce d'Armand Gatti, « Passion en violet, jaune et rouge », est à la fois un pas de plus fait par le gouvernement dans la voie de la répression et le premier acte par lequel l'Etat-patron dicte sa volonté à un théâtre qu'il subventionne. Dictatoriale dans son esprit et dans son expression, cette décision est également arbitraire. Continuant sur sa lancée, le gouvernement peut désormais prendre à son compte l'hostilité de n'importe qui pour interdire n'importe quoi. L'équipe de « Tribune socialiste » ne peut que protester contre un acte gouvernemental qui est dans la logique d'un régime qu'elle récuse ?

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

L'astragale

risme du C.N.C.), la distribution (mercantilisme des directeurs de salles) et la consommation (terrorisme de la publicité), nous avons choisi des œuvres indépendantes, créées en dehors du système. Des œuvres libres et pures certes, mais qui en même temps témoignent de leur temps et provoquent la réflexion politique.

Les critères du choix

Nous n'avons pas choisi la facilité qui serait celle du réalisme socialiste ou du film de propagande. Non qu'il s'agisse de genres à dédaigner. Mais parce qu'un film est d'abord une forme esthétique et que lutte esthétique et lutte révolutionnaire sont deux moments, intrinsèquement liés, d'une même révolte.

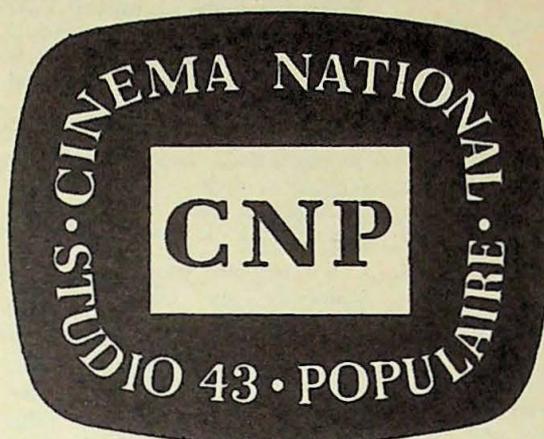
Les films les plus difficiles sont ceux qui traitent de la prise de conscience et de l'éveil politique. LE DEFI (brésilien, de Saraceni) et LOIN DE LA VILLE (américain, de R. Kramer) évoquent les difficultés et le désarroi d'intellectuels qui tentent de vivre authentiquement leur engagement politique et d'échapper aux pressions idéologiques de la société bourgeoise. Un deuxième groupe est constitué par des œuvres de Témoignage, très proches de la réalité sociale, avec : LES AGITATEURS (américain, de Frutcher-Machover) qui nous montre la révolte des ghettos noirs, LE JOURNAL D'UN OUVRIER (finlandais, de Risto Jarva) et ces deux poèmes que sont les films canadiens de Pierre Perrault, POUR LA SUITE DU MONDE et LE REGNE DU JOUR. Un troisième groupe pourrait s'intituler « problèmes du socialisme » avec DU COURAGE POUR CHAQUE JOUR (E. Schorm) et L'HOMME N'EST PAS UN OISEAU (D. Makavejev). Ces deux films, respectivement tchèque et yougoslave, tentent de poser le problème des rapports de l'individu avec la société socialiste, alliant la perspective de la recherche personnelle du bonheur à celle du combat politique. Nous placerons à part cette merveilleuse description en forme de poème cinématographique qu'est L'ÉTÉ de Marcel Hanoun, film empreint de toute l'amertume de l'après-Mai, où une fille, qui a vécu plus affectivement que politiquement les événements, croit voir après le reflux et la répression que pas grand chose n'est changé et que la vie continue comme avant.

Pour un nouveau cinéma

Le cinéma est aussi le terrain d'une lutte politique. Tous, sympathisants ou militants, devons le comprendre. Le cinéma n'est pas seulement

un instrument aux mains de la bourgeoisie. C'est dans la mesure où l'on donnera à un cinéma parallèle, où les formes esthétiques s'inscrivent dans dessein politique, la possibilité de se développer et surtout

d'être distribué et montré à un nombre de plus en plus important de spectateurs, que le cinéma deviendra une arme efficace. C'est à cette tâche essentielle que nous entendons contribuer.



Au jour le jour

Jean-Paul Fargier

L'homme n'est pas un oiseau (Yougoslave)

(Dusan Makavejev). Le socialisme repensé par rapport à la réalité sociale. Le refus du bureaucratisme et des formes décadentes de l'idéologie s'exprime à partir d'anecdotes très simples, situées en milieu ouvrier. Mais la description sociologique renvoie toujours à quelque chose d'autre, peut-être à certains moments de trouble et de vérité où les personnages se remettent en question. Les films de Makavejev sont ceux de l'éveil.

O desafio (le défi) (Brésilien)

(Paulo Cesar Saraceni). Un film lucide du cinéma novo brésilien. Clair jusqu'à la transparence. Un film de paroles où des intellectuels s'interrogent jusqu'au vertige pour aboutir au moment où il faut relever le défi et choisir sans ambiguïté l'action politique. Récit d'une crise et d'une prise de conscience. O Desafio décrit le chemin difficile qui va de la faillite des sentiments et du refus du compromis bourgeois à la solidarité décisive de l'engagement dans la lutte politique.

Pour la suite du monde le règne du jour (Canadien)

(Pierre Perrault). A travers la vie quotidienne des habitants de l'île-aux-Couldres et particulièrement celle de la famille Tremblay, se fait jour la réalité québécoise. Deux films sociologiquement ancrés où conscience est prise d'une entité culturelle irréductible à la civilisation américaine. En même

temps deux admirables poèmes qui se font méditation sur la nature et le rythme des jours. Un chant ému à la vie. (Sur Le Règne du Jour : J.-P. Fargier, T.S. n° 393).

Le journal d'un ouvrier (Finlandais)

(Risto Jarva). Un jeune couple finlandais. Lui : ouvrier soudeur, puis contremaître. Elle : employée de bureau. Leur vie quotidienne : problème du logement, problème du travail ; différence d'origine socio-politique — elle est d'un milieu bourgeois, il est d'une famille ouvrière et socialiste. Un drame : une infidélité occasionnelle, un enfant mort-né. A la fin, le couple va enfin se détacher de l'influence des générations antérieures pour commencer à vivre sa propre vie. La forme adoptée par l'auteur empêche le film de glisser vers les poncifs.

Troublemakers (les agitateurs, U.S.A.)

(Frutcher-Machover). A New York, ghetto noir newyorkais, un comité de réflexion et d'action tente de s'organiser. Sens de la lutte. Les difficultés. Raisons de l'échec.

In the country (loin de la ville)

(Robert Kramer). Le premier film de l'auteur de En Marge. Le désarroi de l'intellectuel américain engagé dans l'opposition. Des personnages désespérés, à la dérive, où se joue un sentiment d'impuissance et d'inefficacité dû à la prégnance du patrimoine idéologique américain. Kramer décrit avec âpreté le malaise de

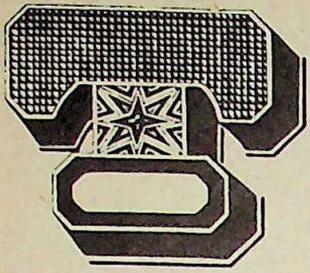
la gauche américaine. Il réalise un authentique cinéma politique. Il déclarait : « Il n'y a pas de distinction entre notre rôle politique et notre rôle de cinéaste. » (Sur Kramer et En Marge : J.-L. Pouillaude, T.S. n° 388).

Du courage pour chaque jour (Tchèque)

(Evald Schorm). Ce film tchèque nous pose abruptement la question : comment vivre le socialisme ? Jarva, pourtant parfaitement intégré dans la société socialiste de par son travail, ses amis, ses responsabilités politiques, sent peu à peu cette certitude et cette stabilité lui échapper. Comment trouver le bonheur et donner un sens à sa vie tout en étant authentiquement socialiste. La question n'est pas si simple et si le film nous décrit un itinéraire, sa vertu première c'est de nous faire sentir, au terme des contradictions, la nécessité d'une certaine forme de courage qui consiste non seulement à s'accepter mais à communiquer. De plus, l'audace tranquille de Schorm n'est pas sans annoncer l'éclosion du printemps de Prague.

L'été (Français)

(Marcel Hanoun). Après l'explosion de mai, s'ensuit le reflux. Distance est prise par rapport à l'événement et la vie continue. L'Été est une admirable description en forme de poème cinématographique de l'état de prostration et d'abattement d'une fille, en août 68, qui avait vécu les événements de mai plus affectivement que politiquement. Le ton est d'une justesse extraordinaire dans la description de ce personnage désaccordé et de cette amertume de l'après-mai.



Barrault par lui-même

Le théâtre français est en crise. Crise idéologique et fonctionnelle. Ici il s'interroge sur sa vocation et remet en question, à la lumière de mai, la notion même de théâtre populaire. Là, et parfois simultanément, il s'inquiète de ses moyens et de sa liberté d'action. Quant à l'avenir, c'est l'incertitude. Les meilleurs animateurs du théâtre privé sont à la merci d'un système où le souci du profit paralyse la générosité d'âme et l'esprit de recherche, tandis que les pionniers du théâtre populaire, généralement subventionnés par les villes ou par l'Etat, savent maintenant que leur sort dépend du caprice d'un maire ou d'un ministre et que leur répertoire est soumis aux hasards de la diplomatie gauloise.

Nous ouvrons donc aujourd'hui le dossier avec Jean-Louis Barrault, victime spectaculaire de l'incohérence et de la rancune gouvernementales.

Il faut d'abord apprendre à le connaître. De l'écrin de Marigny au Rabelais du Boulevard Rochechouart, des récitals politiques aux gauloises de Gargantua, de l'ambassadeur de la culture française au licencié hébergé par des catcheurs, Barrault c'est un peu le « Juif errant ». Après le coup bas, il aurait pu céder à la tentation de quitter la France comme Boulez et Bédart, mais c'était abandonner son équipe et ses amis. Lié, ainsi qu'il le déclare, à la terre natale, c'est là que ce lutteur a voulu relever le gant. Rabelais, préparé depuis trois ans, en fut l'occasion (1).

Dans l'Odéon occupé, il répondit à Cohn-Bendit : « Barrault est mort, il reste un homme vivant ! » C'est cet homme-là que j'ai rencontré, ni amer, ni meurtri, mais tout frémissant de l'enthousiasme rabelaisien. Il est presque sexagénaire et depuis 40 ans, le théâtre est son métier.

« J'ai toujours eu moralement mon sac sur le dos. J'ai une licence de forain, non pas de directeur de théâtre... Mon licenciement du Théâtre de France m'a été signifié en cinq lignes au mois d'août, bien qu'il ait été décidé depuis le 24 mai. Pourquoi ? Je me le demande encore. Par qui ? Je l'ignore. C'est tellement bête de détruire le fruit de 9 ans de travail, d'expulser une compagnie de renommée internationale, d'abandonner une entreprise comme le Théâtre des Nations... J'ai d'abord été tenté de partir à l'étranger ; mais

après ça, non ! il fallait réagir ! J'avais mon Rabelais ; il suffisait de trouver une salle. Celle-ci m'a plu et je me suis très vite et très bien entendu avec son directeur Delaporte, l'ancien catcheur... »

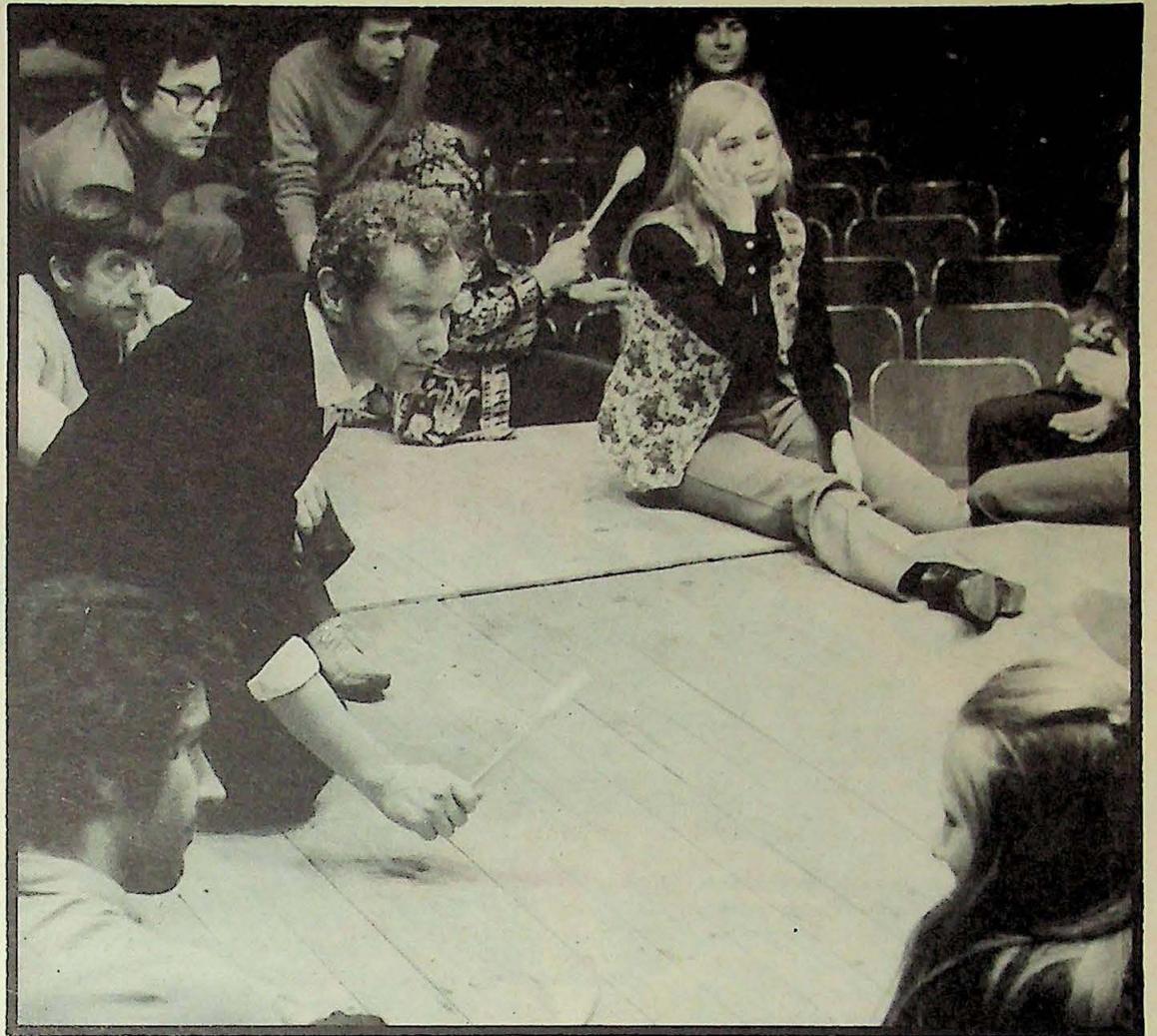
— On a souligné l'inadaptation du lieu et sa mauvaise installation technique.

J'ai eu des difficultés dans le domaine acoustique. Mais l'Elysée Montmartre est un endroit merveilleux pour le théâtre populaire. Sur ce ring de catch, nous sommes de plain-pied avec les spectateurs et il s'établit une nouvelle circulation humaine. C'est un retour au théâtre de tréteaux. Je voudrais que l'entrée soit gratuite pour faire la quête après le spectacle, comme les forains d'en face. Les gens, s'ils étaient satisfaits, lanceraient des pièces sur le ring.

— Le sont-ils ?

Leurs réaction sont sympathiques et encourageantes. Nous rencontrons ici un public différent et nouveau qui ne serait pas venu à l'Odéon. C'est un public populaire, vierge, c'est-à-dire qu'il n'est conditionné ni par des habitudes culturelles, ni par des « a priori » politiques. Certains soirs l'ambiance est extraordinaire : on voit des jeunes sauter sur les tréteaux pour danser avec nous le jerk final. C'est pourquoi nous reviendrons peut-être l'an prochain avec, par exemple, la quatrième journée du « Soulier de Satin ».

— On dit qu'il y a deux Barrault, l'élève turbulent de



Pic

Charles Dullin et l'artiste officiel, qu'en pensez-vous ?

Je ne suis évidemment pas d'accord. J'ai d'abord reçu avec Dullin et dans l'entourage du cartel une éducation fauve qui m'a permis dès 1935 d'avoir une activité d'animateur. En 1940, à 29 ans, appelé par Jacques Copeau, je suis entré à la Comédie Française comme on entre au couvent pour retravailler le métier en profondeur. J'ai pu y présenter, tout à fait librement, quatre spectacles dont le « Soulier de Satin » et « Antoine et Cléopâtre ». Puis ce fut la fondation de la Compagnie Renaud - Barrault. Là encore, une activité libre et heureuse. Quand j'ai pris la direction du Théâtre de France, on a dit : « Il se range ! » Pourtant, pendant 9 ans, j'ai monté ce que j'ai voulu, sans que jamais Malraux n'intervienne dans mon travail, sauf pour défendre « Les Paravents » de Genêt devant les députés. Nous ne sommes pas prêts de revoir une pièce comme « Les Paravents » sur une scène nationale...

Finalement, partout où l'on est, si l'on reste fidèle à soi-même, on peut travailler.

— Et Mai ?

Je ne crois pas que l'occupation de l'Odéon ait été particulièrement dirigée contre moi. C'était une oc-

cupation géographique : comme on avait laissé prendre la Sorbonne, on laissait occuper l'Odéon qui devenait un abcès de fixation. Ensuite, on laissait pourrir. Aurais-je agi autrement, si l'issue avait été différente ? Je ne le pense pas. Rabelais que je préparais depuis longtemps était dans le coup. C'est un acte de foi pour tout ce qui est vivant et tout ce qui est libre.

— Avez-vous déjà monté des pièces politiques ?

Au sens littéral du terme, non ! Une certaine forme d'engagement politique m'agace au théâtre. Mes opinions sont nettes mais je fais la distinction entre mon activité théâtrale et l'utilisation de ma carte d'électeur. J'ai néanmoins songé à Brecht. J'avais l'intention de monter « Les Visions de Simone Machard ». Je n'ai malheureusement pas pu en obtenir les droits. Il y a une autre pièce de lui qui m'intéresse : « Têtes rondes, têtes pointues », qui n'a jamais été montée.

Mais, je le répète, l'engagement politique me fait frissonner. Le comédien est perpétuellement l'avocat de la défense. Si je joue un traître, sur scène, je dois aimer le traître que je représente.

Pour le reste, je suis biologiquement français. Mes racines paysannes sucent le

suc de la terre natale, tandis que les rameaux et les feuilles sont internationaux. Cet atavisme géographique me fait sauter par-dessus les sphères intermédiaires politiques. Mon engagement humain est universel. Rabelais est engagé dans le parti de la condition humaine. Le théâtre dénonce toutes les impostures, tous les mensonges. Il doit nous libérer de toutes les raisons de ne pas croire en la vie. C'est une entreprise de nettoyage.

Je peux me définir comme un libertaire chrétien ayant le respect humain et la libre disposition de soi-même. Un homme qui a une conscience profonde de sa mort doit disposer librement de lui-même. Et puis, en voulant faire du théâtre j'ai donné rendez-vous à mes semblables.

Il y a maintenant un grand théâtre vide et ripoliné de frais entre la statue de Danton et le jardin du Luxembourg, une grande carcasse prête à appareiller. Il y manque le capitaine et le vent qui souffle du côté de Montmartre. □

Propos recueillis par Bernard SIZAIRE.

(1) Tous les jours (sauf le dimanche) à 20 h 30, à l'Elysée Montmartre, 72, boulevard de Rochechouart, Paris-18^e.

Un congrès de clarification

Abraham Béhar

Un congrès dynamique, passionné, et quasi-unanime. Une force politique imposante (près de 180.000 membres dont plus de 50 % sont des ouvriers). Le contraste avec le P.S.U. de Nenni-Saragat (coupé aujourd'hui en huit tendances) était trop évident, pour laisser indifférente la presse de droite italienne. Le déchaînement de celle-ci a dépassé toute imagination. Le « Corriere de la Serra », et de nombreux autres journaux, ont caricaturé le Congrès en cours, le décrivant comme une assemblée désordonnée où chacun s'entre-déchire, l'ensemble ne décidant rien.

En fait les quinze thèses présentées au Congrès ont été adoptées par 80 % des mandats, ce qui prouve que les échos de la presse italienne, aimablement relayée, par une certaine presse française, qui aime à se présenter comme de gauche, ne rendent compte ni peu ni prou, de la vérité.

Trois problèmes majeurs

Les débats du P.S.I.U.P. ont en réalité porté sur trois questions majeures :

1) Que faire pour mener à la victoire, les travailleurs italiens en butte à la répression du centre gauche, et comment répondre aux tâches politiques posées par un pays en pleine contradiction interne ?

2) Quelle vérité, quelle alternative proposer, face au néo-capitalisme italien qui manie (tantôt savamment, tantôt très maladroitement), la trique et la carotte, la répression policière et la participation ?

3) Dans quel contexte international se situent des luttes, et quel type de solidarité internationale faut-il rechercher ?

Le vote final essaye de répondre à ces questions. Clairement pour les deux premières. Dans une certaine confusion, nous a-t-il semblé pour la troisième.

L'alternative est socialiste

En ce qui concerne les perspectives proprement italiennes, le Congrès du P.S.I.U.P. a été parfaitement net. Il rejette à la fois la voie parlementaire et le maximalisme et propose des actions de masse, dans le cadre d'une stratégie de Front pour une alternative socialiste.

Le P.S.I.U.P. propose aux ouvriers, étudiants et paysans, une lutte globale pour le *contrôle* et le *pouvoir*, dans les entreprises, les coopératives et les écoles.

C'est par des Comités Unitaires d'Entreprises, que le combat doit être mené pour le contrôle ouvrier, les mêmes Comités unitaires étant constitués dans les campagnes (pour le contrôle paysan) et les quartiers.

Parallèlement l'action revendicative doit être menée par les syndicats (indépendants, du gouvernement et des partis), en liaison constante avec les luttes politiques.

Dans les deux cas, il s'agit de peser sur les contradictions internes de la bourgeoisie italienne, de les aviver et de créer des situations conflictuelles. A cet égard le P.S.I.U.P. abandonne la notion « d'objectifs intermédiaires » pour mettre en avant des objectifs de « rupture ». Bien entendu, la lutte anti-impérialiste est incluse dans les objectifs, le but assigné étant le départ de l'Italie du Pacte Atlantique et de l'O.T.A.N.

Un des thèmes essentiels du Congrès a été l'étude des moyens qui permettront au P.S.I.U.P., d'être en liaison étroite avec tous les secteurs de lutte. Il ne suffit pas, a rappelé Lelio Basso, de s'affirmer comme le parti de la classe ouvrière, pour être automatiquement son avant-garde : il faut le prouver sur le terrain. C'est pour répondre à ce problème que des expériences nouvelles vont être tentées. Par exemple l'organisation, de délibérations ouvertes aux non-adhérents dans les cellules du P.S.I.U.P., et spécialement dans les cellules d'entreprise, a été décidée. C'est

encore pour les mêmes raisons, que l'accent a été mis sur la priorité de l'implantation dans les lieux de travail.

Rupture avec la social-démocratie

Car il s'agit de fonder une alternative de gauche, au régime centriste actuel, et de mettre l'accent sur « l'actualité du socialisme ».

C'est avec minutie et précision que le Congrès a traité de ses rapports avec la social-démocratie. Dans ce domaine la rupture est totale et sans appel. Seule l'unité avec les communistes apparaît comme possible à nos camarades du P.S.I.U.P.

Cette unité a permis une avancée électorale importante au P.S.I.U.P. aux dernières élections. Mais il est vrai que les positions du P.C.I., permettent de telles convergences. (Jamais par exemple, le Parti communiste italien n'a condamné le mouvement étudiant, au contraire; il est d'accord pour se battre sur les thèmes du contrôle ouvrier — passé les Alpes, ce mot d'ordre n'est plus une « plaisanterie » —; enfin il ne crie pas aux « gauchistes irresponsables » quand le P.S.I.U.P., se définit comme un parti révolutionnaire, marxiste-léniniste, qui revendique naturellement, sa place dans la direction des luttes).

Notons cependant que les textes du Congrès, n'ont que peu ou pas retenu, les réserves faites par des militants à la Tribune, sur le caractère quelque peu pesant de cette alliance absolue.

Une ligne internationale plus confuse

C'est en réalité dans le domaine international que la confusion apparaît, et pour le moins on peut s'interroger sur la ligne du P.S.I.U.P., sur ce plan :

— les propositions d'unification

des luttes au niveau européen sont justes, mais mal étayées, par une analyse quelque peu sommaire, par exemple, du mouvement de mai en France. Dire que celui-ci, n'avait pas ébranlé le pouvoir, et que celui-ci était prêt à une contre-offensive foudroyante, est pour le moins léger. Croire ensuite que la seule alternative pouvait être fournie par le P.C.F. (malheureusement empêtré dans ses négociations avec la F.G.D.S.), n'est pas non plus très rigoureux.

— proposer de concerter les luttes françaises et italiennes, prouve que le P.S.I.U.P. a une vision juste des nécessités de la situation. Mais avec qui le P.S.I.U.P. compte-t-il faire cette unité en France? Avec le courant socialiste, ou avec les opportunistes du P.C.F. La question est pour le moins restée dans l'ombre.

— enfin se prononcer pour la création d'une nouvelle internationale regroupant les *Etats* du camp socialiste, tels qu'ils sont et les *Partis* ouvriers relève de la naïveté. Les contradictions sont trop fortes entre Chinois et Soviétiques, et surtout les bureaucraties des pays de l'Est restent enclavées dans leur conservatisme.

On peut voir une manifestation de cette erreur d'analyse, dans la manière dont sont abordées les questions posées par l'intervention des cinq pays du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. Pour tout dire, elles sont curieusement indulgentes à l'égard de l'U.R.S.S., et manifestent une grave incompréhension de la situation.

A quoi sert la juste dénonciation des notions de « pays guides » et de « partis guides » si par ailleurs on n'est pas capable de se détacher d'une admiration archaïque, et, somme toute naïve de l'Union Soviétique?

Il reste qu'au-delà des réserves ou critiques fraternelles, que l'on peut faire à ce Congrès, le P.S.I.U.P. a fait une démonstration de maturité et de force remarquables. Cela ne peut que nous rendre optimistes quant à son avenir. Bon courage à notre parti frère.